

Creil.



Occupation Mats. (Hors Emprises de la Gare).

Ancienne Usine Sulpice.



**v. t.**

Rédacteur : M<sup>r</sup> Mannier

de Minute à vt. D.  
à go - pour information) f2

LH

VB.N. vt.D.

CREIL

Location MATS



Paris, le <sup>22-2-51</sup> 10 AVRIL 1951

18

Monsieur le Chef de l'Arrondissement  
de PARIS

- 1 -

Suite à votre lettre du 28 février écoulé.

Je vous adresse, sous ce pli, l'attestation demandée par M. MATS, relativement à la remise en état de l'installation électrique à laquelle il a fait procéder, à ses frais, dans le hall de l'ancienne usine Sulpice à Creil.

Vous m'indiquez que cette partie de dommages, n'a pas été comprise dans le dossier qui a été établi et qui comporte, notamment un marché par entente directe entre le M.R.U. et la Région.

Mais, je suppose aussi que la dépense engagée par M. MATS, à ce titre, ne fait pas non plus double emploi, en tout ou en partie, avec celle de 8 528 francs qui lui a été remboursée, dernièrement, pour des travaux de même nature, - ceux-ci paraissent, il est vrai, s'appliquer à la réinstallation de l'électricité dans des bureaux - (Facture LEGENDRE, du 17 mars 1948).

Sous cette seule réserve, l'attestation ci-jointe peut donc être remise à l'intéressé.

/ Le Chef de la Division  
du Service Général de la Voie  
J.-i. Poignant.



Paris,

ATTESTATION

Le soussigné, Marcel LECLERCQ, Ingénieur en Chef, Chef de la Division du Service Général de la Voie de la Région du Nord de la Société Nationale des Chemins de Fer Français, dont le siège est à Paris, Rue Saint-Lazare, n° 88.

Ladite Société substituée à la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, en exécution de la convention du 31 août 1937, publiée au Journal Officiel du 1er septembre 1937, et approuvée par décret-loi du même jour.

Certifie,

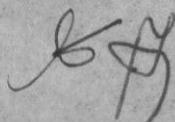
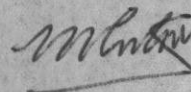
qu'aux termes d'un acte sous-signatures privées, en date à Paris du vingt-sept octobre Mil neuf cent trente-quatre, suivi d'un avenant en date du dix-sept juin mil neuf cent trente-six, la Compagnie du Chemin de Fer du Nord a donné en location à M. Lucien MATS, pour l'affecter à usage de dépôt de vieux métaux, un terrain mesurant environ seize ares cinquante centiares, situé à Creil - 8, Impasse des Pierres, sur lequel existe une usine, dite "Ancienne Usine Sulpice".

que les lieux loués à M. MATS, ont été endommagés au cours des hostilités et que l'installation électrique lumière, qui existait dans le hall de l'immeuble a été détruite par bombardement, au cours des hostilités et remise en état à la diligence et aux frais du locataire.

et que l'indemnité susceptible d'être allouée par l'Etat, en représentation de cette réinstallation, ne peut-être valablement attribuée qu'à M. MATS, selon les justifications qu'il pourra être appelé à fournir.

En conséquence, je déclare, en tant que de besoin, que les dommages dont ce dernier est habile, au titre ci-dessus, à bénéficier en vertu de la législation en vigueur en matière de dommages de guerre, n'ont pas été et ne seront pas compris dans aucun des dossiers que la S.N.C.F. a pu, ou pourrait être amenée à déposer, pour les immeubles ou installations lui appartenant.

à PARIS, le 10 AVRIL 1951



Paris, le

VB.M. vt.D.

CREIL

Location MATS

Monsieur le Chef de l'Arrondissement  
de PARIS

- 1 -

Suite à votre lettre du 28 février écoulé.

Je vous adresse, sous ce pli, l'attestation demandée par M. MATS, relativement à la remise en état de l'installation électrique à laquelle il a fait procéder, à ses frais, dans le hall de l'ancienne usine Sulpice à Creil.

Vous m'indiquez que cette partie de dommages, n'a pas été comprise dans le dossier qui a été établi et qui comporte, notamment un marché par entente directe entre le M.R.U. et la Région.

Mais, je suppose aussi que la dépense engagée par M. MATS, à ce titre, ne fait pas non plus double emploi, en tout ou en partie, avec celle de 8 528 francs qui lui a été remboursée, dernièrement, pour des travaux de même nature, - ceux-ci paraissant, il est vrai, s'appliquer à la réinstallation de l'électricité dans des bureaux - (Facture LEGENDRE, du 17 mars 1948).

Sous cette seule réserve, l'attestation ci-jointe peut donc être remise à l'intéressé.

Paris,

# ATTESTATION

Le soussigné, Marcel LECLERCQ, Ingénieur en Chef, Chef de la Division du Service Général de la Voie de la Région du Nord de la Société Nationale des Chemins de Fer Français, dont le siège est à Paris, Rue Saint-Lazare, n° 88.

Ladite Société substituée à la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, en exécution de la convention du 31 août 1937, publiée au Journal Officiel du 1er septembre 1937, et approuvée par décret-loi du même jour.

Certifie,

qu'aux termes d'un acte sous-signatures privées, en date à Paris du vingt-sept octobre Mil neuf cent trente-quatre, suivi d'un avenant en date du dix-sept juin mil neuf cent trente-six, la Compagnie du Chemin de Fer du Nord a donné en location à M. Lucien MATS, pour l'affecter à usage de dépôt de vieux métaux, un terrain mesurant environ seize ares cinquante centiares, situé à Creil - 8, Impasse des Pierres, sur lequel existe une usine, dite "Ancienne Usine Sulpice".

que les lieux loués à M. MATS, ont été endommagés au cours des hostilités et que l'installation électrique lumière, qui existait dans le hall de l'immeuble a été détruite par bombardement, au cours des hostilités et remise en état à la diligence et aux frais du locataire.

et que l'indemnité susceptible d'être allouée par l'Etat, en représentation de cette réinstallation, ne peut-être valablement attribuée qu'à M. MATS, selon les justifications qu'il pourra être appelé à fournir.

En conséquence, je déclare, en tant que de besoin, que les dommages dont ce dernier est habile, au titre ci-dessus, à bénéficier en vertu de la législation en vigueur en matière de dommages de guerre, n'ont pas été et ne seront pas compris dans aucun des dossiers que la S.N.C.F. a pu, ou pourrait être amenée à déposer, pour les immeubles ou installations lui appartenant.

à PARIS, le



Paris,

# ATTESTATION

Le soussigné, Marcel LECLERCQ, Ingénieur en Chef, Chef de la Division du Service Général de la Voie de la Région du Nord de la Société Nationale des Chemins de Fer Français, dont le siège est à Paris, Rue Saint-Lazare, n° 88.

Ladite Société substituée à la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, en exécution de la convention du 31 août 1937, publiée au Journal Officiel du 1er septembre 1937, et approuvée par décret-loi du même jour.

Certifie,

qu'aux termes d'un acte sous-signatures privées, en date à Paris du vingt-sept octobre Mil neuf cent trente-quatre, suivi d'un avenant en date du dix-sept juin mil neuf cent trente-six, la Compagnie du Chemin de Fer du Nord a donné en location à M. Lucien MATS, pour l'affecter à usage de dépôt de vieux métaux, un terrain mesurant environ seize ares cinquante centiares, situé à Greil - 8, Impasse des Pierres, sur lequel existe une usine, dite "Ancienne Usine Sulpice".

que les lieux loués à M. MATS, ont été endommagés au cours des hostilités et que l'installation électrique lumière, qui existait dans le hall de l'immeuble a été détruite par bombardement, au cours des hostilités et remise en état à la diligence et aux frais du locataire.

et que l'indemnité susceptible d'être allouée par l'Etat, en représentation de cette réinstallation, ne peut-être valablement attribuée qu'à M. MATS, selon les justifications qu'il pourra être appelé à fournir.

En conséquence, je déclare, en tant que de besoin, que les dommages dont ce dernier est habile, au titre ci-dessus, à bénéficier en vertu de la législation en vigueur en matière de dommages de guerre, n'ont pas été et ne seront pas compris dans aucun des dossiers que la S.N.C.F. a pu, ou pourrait être amenée à déposer, pour les immeubles ou installations lui appartenant.

à PARIS, le

Affaire Mats.

-

Lettre signée en l'attente du  
retour de l'attestation.

-



PROJET

V.B.N.V.F.D.

Creil.

Location Mats.

1 Annexe.

Copie à g.c. pour information.

ft <sup>1H</sup>  
23/3/81

Monsieur  
le Chef du 1<sup>er</sup> Arrondissement V. B.  
à Paris.

Suite à votre lettre du 28 Février écoulé.  
Je vous adresse, sous ce pli, l'attestation  
demandée par M. Mats, relativement à la  
remise en état de l'installation électrique  
à laquelle il a fait procéder, à ses frais,  
dans le hall de l'ancienne usine Sulzice,  
à Creil.

Vous m'indiquez que cette partie de  
travaux, n'a pas été comprise dans le  
dossier qui a été établi et qui comporte,  
notamment, un marché par entente directe  
entre le M. R. U. et la Région.

Mais, je suppose aussi que la dépense  
engagée par M. Mats, à ce titre, ne fait pas  
un plus double emploi, en tout ou en partie,  
avec celle de 8.528 francs qui lui a été  
remboursée, dernièrement, pour des travaux  
de même nature, - ceux-ci paraissant, il est  
vrai, s'appliquer à la réinstallation de  
l'électricité dans des bureaux. (Facture  
Legendre, du 17 Mars 1948).

Sous cette seule réserve, l'attestation  
ci-jointe peut donc être remise à l'intéressé.

A: 223  
B: 213

PIÈCES À CONSULTER  
(A RECHERCHER  
à la Subdivision des Titres  
et Approvisionnements Vins.)



Paris, le 28 février 1951

Monsieur ISTRIA,

VB.N.1/BOACreil

Dommages de guerre

---

Location MATS

-1-

Je vous transmets une lettre de M. MATS, locataire de la S.N.C.F., 8, Impasse des Pierres à Creil, par laquelle il nous demande d'établir une attestation, à présenter au M.R.U., pour lui permettre d'être remboursé des frais qu'il a engagés pour la réfection des installations électriques détruites par bombardements dans le hall qu'il occupe dans l'immeuble et qu'il a réfectionnées en 1950.

Le dossier que nous avons présenté au M.R.U. pour le remboursement des dommages de guerre relatifs à cet immeuble ne comporte, en ce qui concerne l'éclairage électrique, que l'installation de l'habitation. Je n'ai donc pas d'objection à présenter à la demande de M. MATS et je vous serais obligé de bien vouloir fournir l'attestation demandée.

L'Ingénieur Principal de la Voie,



-2 MAR 1951



Bonne et avenant  
à demander à  
l'arrondissement Ex.

Rien au demandeur

PRODUITS MÉTALLURGIQUES  
**ÉTABLISSEMENTS L. MATS**

S.A.R.L. CAPITAL <sup>30</sup> 000 000 DE FRANCS

EXPLOITANTS DE LA MAISON LUCIEN MATS  
**153, Rue du Château des Rentiers - PARIS XIII<sup>e</sup>**  
BUREAUX : ~~21 bis RUE DE CHATEAUDUN - PARIS IX<sup>e</sup>~~

TÉL. ~~TRUDAINE 89 06~~  
~~89 27~~

TÉLÉGR. MATSMETO-PARIS

**Port-Royal 09.51**

CHANTIER ET MAGASIN  
8, Impasse des Pierres

**CREIL (OISE)**

**TÉLÉPH. 234**

REG. DU COM. SENLIS 12.447  
CHÈQUES POSTAUX PARIS C.C. 571610  
RÉP. PRODUCTEURS OISE N° 383  
N° D'ENTREPRISE 792-75109-0003

**CREIL ~~PARIS~~, LE**

**12 Février 1951.**

**Monsieur S A N G**  
**Sous-Ingénieur**  
**Chef de Section Principal**

**Voies et Bâtiments - S N C F**

**CREIL - Oise**

**60.610/PD/FM**

Monsieur,

Comme je vous en ai informé,  
j'ai dû faire refaire l'installation électrique lumière  
détruite par les bombardements dans le hall que nous occu-  
pons, 8, Impasse des Pierres à CREIL.

Afin que je puisse obtenir  
le remboursement des frais engagés, les services du Ministère  
de la RECONSTRUCTION et de l'URBANISME à BEAUVAIS, me déman-  
dent de leur fournir une déclaration de la S N C F attestant  
qu'elle ne présentera pas de demande d'indemnité pour cette  
réfection.

Je vous serais très obligé de  
bien vouloir me délivrer cette attestation, et je vous en  
remercie à l'avance.

En attente de vous lire, je  
vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments  
distingués.

*Lucien Mats*  
P.S. - Veuillez établir cette attestation au nom de M. Lucien MATS  
titulaire du bail et qui présente à titre personnel la demande  
de dommage de guerre.  
*M. Mats*



VB.N. vt. D

----

GREIL

--

Occupation MATS

--

Aucun -

--

Monsieur le Chef de la  
Subdivision de la Comptabilité V.B.,

Le dossier des travaux de remise en état partielle effectués par M. MATS, dans l'ancienne Usine Sulpice, 8, Impasse des Pierres, à GREIL, a été reconstitué et m'a été adressé par M. GRAIS.

Il convient donc de rembourser à M. MATS, le montant de ces travaux, qui sont repris aux mémoires et factures ci-joints, soit la somme de 68.320 Francs, dont la S.N.C.F. obtiendra elle-même le règlement, au titre des dommages subis par l'immeuble au cours des hostilités.

Ces documents sont à me retourner, avec une attestation du paiement, lequel peut être effectué par la Gare de Greil, ou par versement au compte Chèques Postaux PARIS -C.C. 5716-10, des Etablissements L. MATS, ayant bureaux, 21 bis, rue de Chateaudun à PARIS, et chantier et magasin 8, Impasse des Pierres à GREIL.

Le Chef de la Division  
du Service Général de la Voie

*[Signature]*

CREIL, le 31 Octobre 1950 .

CREIL

Occupation MATS

Monsieur le Chef de la Subdivision  
des Travaux et Approvisionnements  
Région Nord  
PARIS

Le dossier de l'affaire MATS est retrouvé . Il comporte bien les pièces suivantes :

- un marché par entente directe entre S.N.C.F. et MRU.
- un devis descriptif,
- un devis estimatif,
- des factures de travaux,
- un décompte général et définitif,
- un P.V. de réception définitive,

Ce dossier remis par M. REGNAULT, Architecte, au service du 1er Arrondissement VB, s'était trouvé classé avec d'autres documents intéressant le M.R.U.

Au cours d'une démarche effectuée le 30 Octobre auprès du M.R.U. de Beauvais, l'affaire va suivre son cours, c'est-à-dire qu'il sera présenté un rapport au délégué départemental; à ce rapport sera joint le dossier ci-dessus

Selon toute vraisemblance une solution interviendra d'ici la fin de l'année pour le remboursement à la S.N.C.F. par le M.R.U. de la somme de 892.500 FR .

Le Chef de Section Ppal de 1<sup>o</sup> classe :

*[Signature]*

*Rsault*

2 - NOV. 1950



Abb. Mats.

---

Renseignements demandés par  
M. Lambert et M. des Etudes  
de la Voie, sur situation actuelle de  
la question - (Voisine) -

23. Mars 1951.

Des indications obtenues au  
cours de l'entretien, il résulte que  
la somme de 892.500 s'explique  
uniquement à la construction et  
usage de logements et de bureaux.

Celle de 68.320 francs remboursée  
à M. Mats est donc comprise dans  
le chiffre. En dessus de 892.500 francs.

---

Intéressé par pour l'instant,  
la question n'était pas encore  
réglée.

(Discussion amenée par  
l'affaire dévénue).

---

Copie à Monsieur DECLERCQ,

Suite à sa lettre VBN.vt.D. du 12 juin 1950 à M. REGNAULT, Architecte, et à la réponse du 31 octobre 1950 de M. SANG, Chef de Section à Creil, à sa note du 13 du même mois, relative à l'affaire MATS.

Le dossier a été reconstitué et je vous prie de trouver ci-joint, les factures des travaux exécutés pour le compte de M. MATS et réglées par lui.

-Facture entreprise LALOUETTE.....: 21.742frs  
-Facture entreprise LEGENDRE.....: 8.528frs  
-Facture entreprise SILVERT.....: 38.050frs

68.320frs

somme exacte dont M. MATS demande le remboursement.

Ces pièces vous permettront de préparer le dossier de règlement en attendant l'acceptation du marché par le M. R. U.

L'Ingénieur Principal  
de la Voie,

*D. J.*  
Copie à Monsieur SANG (M. MIGNERREY),

pour avis. Il voudra bien aviser M. MATS que l'instruction de son affaire a été reprise activement et que, selon toute vraisemblance, une solution interviendra en sa faveur avant la fin de l'année.

L'Ingénieur Principal  
de la Voie,

Copie à M. SAISON,  
L'Ingénieur Principal  
de la Voie,

Date	10/11/50			
Répondre pour le				
CS				X
V			S	
C			R	
LV	CS	GP	S1	
V	CS	GP	S2	
CS	CS	GP	S3	
CS	CS	GP		

10 NOV. 1950



Paris,

9 novembre

50.

Monsieur le Délégué Général  
du Ministère de la Reconstruction  
et de l'Urbanisme,

71, Route de Paris,

à VOISINLIEU-BEAUVAIS.

(Oise)

VEN. 1. (B)CREIL.R.G.B.C.T. 111.009<sup>5</sup>.

(A l'attention de Monsieur CHAPUT).

Monsieur le Délégué Général,

Objet-CREIL- Remise en état d'habitabilité  
d'une maison de 8 pièces à 1 étage, sise à l'empla-  
cement de l'ancienne usine St-Sulpice, 8, Impasse  
des Pierres, à CREIL (Oise).

Remboursement des dépenses faites par la SNCF  
pour le compte du M.R.U.

Suite à la démarche effectuée le 30 écoulé, à  
votre bureau par un de mes agents, au sujet de l'affai-  
re rappelée ci-dessus.

J'ai l'honneur de vous informer qu'il s'agit,  
en l'espèce, d'une maison SNCF rendue inhabitable par  
faits de guerre. La remise en état des immeubles dans  
ce cas et l'édification de bâtiments provisoires des-  
tinés au logement des agents SNCF incombent au Minis-  
tère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, lequel  
en a chargé la SNCF, en application des dispositions  
du § 1 du protocole du 16 janvier 1946, relatif au  
relogement des sinistrés de la SNCF.

C'est ainsi que, nous avons été amenés, dans  
le courant de l'année 1947, à vous présenter des mé-  
moires de remboursement pour les travaux exécutés  
dans la Cité de CREIL.

.... /

Ces mémoires ont été transformés en marchés par entente directe sous les numéros suivants:

Marché :47-6281 01 de 3M.513.000frs.  
Marché :47-6282 01 de 3M.608.000frs.  
Marché :47-6628 01 de 2M.570.000frs.

Comme vous l'avez précisé au cours de l'entretien que vous avez eu avec mon représentant, il y a lieu de présenter la demande de remboursement dans la même forme pour la présente affaire.

Aussi, je vous prie de vouloir bien trouver, ci-joint, un marché établi en triple exemplaire, se montant à la somme forfaitaire de: 892.500 frs.

Le dossier comprend pour chaque exemplaire:

- 1 marché par entente directe,
- 1 devis descriptif,
- 1 devis estimatif,
- 1 plan de situation,
- 1 facture,
- 1 décompte général et définitif,
- 1 procès-verbal de réception définitive.

Après numérotation, je vous serais obligé de vouloir bien me retourner, revêtu de votre signature, un exemplaire complet de ce marché.

Bien entendu, je reste à votre entière disposition pour vous fournir tous les renseignements complémentaires qui vous paraîtraient nécessaires pour vous permettre de régler rapidement cette affaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Délégué Général, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ingénieur Principal  
de la Voie,

Copie à Monsieur ROUSSEL,  
pour le tenir au courant. Je lui  
adresserai un exemplaire complet du  
marché dès notification du M.R.U.

L'Ingénieur Principal  
de la Voie,

.... /



Paris, le 13 octob. 1950

VB.N.vt

Minute

CREIL

Occupation MATS

Monsieur SANG

Chef de Section V.B.

à CREIL

A l'occasion d'une démarche faite dans nos bureaux, le 2 septembre dernier, vous avez été mis au courant des difficultés rencontrées pour mettre au point la réclamation qui nous a été présentée par M. MATS, locataire de l'immeuble sis à Creil, 8, Impasse des Pierres (ancienne usine Sulpice).

Vous deviez, en accord avec notre locataire, revoir la question que je vous rappelle d'ailleurs succinctement.

La demande de M. MATS tend au remboursement d'une somme de 68 320 Frs, montant des travaux par lui effectués pour la remise en état partielle des locaux endommagés au cours des hostilités et qui s'applique à des règlements faits aux Entreprises suivantes :

SYLVAERT (serrurerie) - 38 050 Frs.

LALOUETTE (chauffage central) - 21 742 Frs.

LEGENBRE (électricité) - 8 528 Frs.

Selon M. REGNAULT, Architecte à Chantilly, qui est intervenu à l'origine des travaux, un dossier de dommages a été remis, par ses soins, à l'un des services de la Région (d'abord 1<sup>er</sup> Arrondissement, puis Comptabilité).

Ceux-ci, consultés, m'indiquent qu'ils ne sont pas en possession de ce dossier qui paraissait comporter les pièces suivantes :

Marché, par entente directe entre la S.N.C.F. et le M.R.U., devis descriptif, devis estimatif, factures des travaux, -lesquels se sont élevés au total à 892 500 Frs-, décompte général et définitif et réception définitive.

M. REGNAULT ajoute que ce dossier était, en fait, constitué comme les précédents, dont je n'ai pas davantage connaissance et qui visaient des travaux effectués aux logements d'agents, Impasse des Pierres, pour lesquels la S.N.C.F. s'était préoccupée des démarches à faire auprès du M.R.U.

Je vous demanderais de me mettre au courant des indications que vous avez pu recueillir, notamment au cours de votre entretien avec M. MATS.

Et, comme par ailleurs, il est allégué dans la lettre qui vous a été adres-

...

sée par M. MATS le 21 novembre 1949 "que toutes les factures avaient été remises au M.R.U. et très sûrement réglées", ce qui est cependant infirmé par la Subdivision de la Comptabilité V.B. qui, nécessairement, aurait été amenée à en connaître, j'estime que seule une démarche à la délégation départementale de l'Oise à Beauvais, pourrait, en définitive, avoir pour effet de nous fixer exactement à cet égard.

J'ajoute qu'une déclaration de sinistre a été souscrite et remise à la délégation départementale par les soins du 1<sup>er</sup> Arrondissement V.B. mais qu'aucun dossier n'a encore été déposé par la Région.

Puis-je vous demander de revoir rapidement cette affaire afin d'en terminer.

( Le Chef de la Subdivision  
des Travaux et Approvisionnements

Signé : Poignant.

51/10  
21/11



Domaine Public

115184 ENTRE :

115184

395

La Compagnie du CHEMIN de FER du NORD, Société anonyme, dont le siège est à Paris, rue de Dunkerque, n°18, représentée par Monsieur *Arbelet, Chef* du Service du Domaine, auquel des pouvoirs spéciaux ont été donnés à cet effet,

D'une part;

Et Monsieur Lucien M A T S, Négociant en vieux métaux, demeurant à Creil, Rue Henri Pauquet, n°1.  
D'autre part;

Il a été fait ce qui suit :

La Compagnie du Chemin de Fer du Nord donne en location à partir du *premier Décembre mil neuf cent trente quatre*, pour trois années.

A Monsieur MATS, qui accepte :

Un terrain mesurant environ seize ares cinquante centiares situé dans les emprises de la gare de Creil, sur lequel existe une usine dite "Ancienne Usine Sulpice".

Pour l'affecter à usage de dépôt de vieux métaux

Avec autorisation d'utiliser sous le régime des embranchements particuliers, pour la desserte de son dépôt, une voie établie sur le terrain loué, appartenant à la Compagnie du Chemin de Fer du Nord et reliant ledit terrain aux voies de la gare de Creil.

Le présent bail est fait aux charges et conditions suivantes que Monsieur MATS s'oblige à exécuter :

1°- De se conformer aux lois et règlements sur la police des chemins de fer, notamment en ce qui concerne les heures d'ouverture et de fermeture des gares; de se conformer également au régime en vigueur sur le Réseau du Nord pour tout ce qui concerne l'usage et l'exploitation des embranchements particuliers, régime qui est défini dans l'article 62 du cahier des charges du Réseau.

2°- De prendre les lieux loués dans l'état où ils se trouvent actuellement, sans pouvoir exiger de la Compagnie bailleusesse tant au commencement qu'au cours du bail, aucune espèce de travaux de quelque nature que ce soit, pour cause de vétusté ou autre cause.



*reçu  
usage  
le 24 / 10 / 47*

*Compte du 19-10-1934*

D'y faire exécuter au contraire, à ses frais, risques et périls, tous les travaux qui sont ou pourront être nécessaires, soit pour entretien, soit pour réparations, consolidations, remises en état ou réfections quelles qu'en soient la cause, la nature ou l'importance, en ce compris les travaux visés à l'article 606 du Code Civil, de manière que la Compagnie du Chemin de fer du Nord, ne puisse être en aucun cas, inquiétée, ni recherchée et le loyer ayant été fixé en tenant compte de la charge ainsi imposée au locataire.

Toutefois, la Compagnie du Chemin de Fer du Nord assurera à ses frais, l'entretien et, le cas échéant le renouvellement des installations constituant la voie dont il est question ci-dessus.

3°- De garnir lesdits lieux d'objets mobiliers, matériel et marchandises en quantité et de valeur suffisantes pour assurer le paiement du loyer et l'exécution des conditions du bail.

4°- De ne pouvoir les détourner de leur affectation indiquée ci-dessus, de ne pouvoir, non plus, y faire aucun percement de mur, ni changement de distribution sans y avoir été autorisé au préalable par la Compagnie du Chemin de Fer du Nord.

5°- D'exécuter et accomplir les charges de ville et de police dont sont ordinairement tenus les locataires.

D'acquitter exactement sa contribution de patente et en général toutes autres contributions à sa charge pouvant engager la responsabilité de la Compagnie du Nord.

6°- De satisfaire à ses frais, risques et périls aux lois et règlements sur les établissements incommodes ou insalubres, sur l'hygiène et la salubrité des habitations, ateliers et établissements industriels ou commerciaux, de manière que la Compagnie du Chemin de Fer du Nord ne soit aucunement inquiétée, ni recherchée à ce sujet.

7°- De faire son affaire personnelle de la fourniture de l'électricité et de l'eau s'il y a lieu, et de prendre à cet effet à ses ~~frais~~, risques et périls les abonnements nécessaires.

8°- De faire exécuter la vidange des fosses d'aisances chaque fois que besoin sera.

9°- De faire nettoyer et ramoner les cheminées des lieux loués chaque fois que besoin sera et en se conformant à cet égard aux prescriptions municipales.

10°- De ne pouvoir gêner le service du Chemin de fer, de suivre à cet égard les recommandations du Chef de Gare, de souffrir que l'entrée du Chemin de fer, soit interdite à ceux de ses ouvriers ou emple



en tout ou  
en partie, si  
ce n'est à  
une Société à  
responsabilité  
limitée que  
Monsieur Hoals  
se propose de  
constituer sous  
la dénomination  
"S. Hoals et Co"  
mais en restant  
garant et répondant  
solidaire du  
paiement des loyers  
et de l'exécution  
des conditions du bail;

a parafre

quelconques qui refuseraient de se soumettre auxdites recommandations ou qui viendraient à troubler l'ordre.

II° - De ne pouvoir réclamer aucune diminution de loyer, ni indemnité quelconque, quelle que soit la durée des travaux à exécuter aux lieux loués et quand même cette durée excéderait quarante jours.

I2° - De conserver à sa charge les risques de pertes ou avaries provenant de l'incendie ou de toute autre cause que ses meubles, objets mobiliers, matériel, marchandises et installations courront dans les lieux loués et sur la voie dont il est question ci-dessus, par suite du passage des locomotives et wagons ou de toute autre cause, même pour vices de construction, de ne pouvoir de ce chef réclamer contre la Compagnie du Chemin de Fer du Nord aucune espèce d'indemnité.

I3° - De s'assurer pour somme suffisante à une Compagnie notoirement solvable contre le risque locatif, le recours des voisins et contre les risques spéciaux résultant de la clause qui précède, en stipulant que la Compagnie d'assurances ne pourra exercer aucun recours contre la Compagnie du Chemin de fer du Nord en raison desdits risques spéciaux, d'exécuter ponctuellement les clauses et conditions des polices d'assurances, de justifier du tout à la Compagnie du Nord à toute réquisition.

I4° - De demeurer directement responsable des accidents qui arriveraient dans les lieux loués ou sur la voie qu'il est autorisé à utiliser, à lui-même, à ses employés, ouvriers et en général à toute personne se trouvant dans lesdits lieux ou sur ladite voie, pour autant que la victime de l'accident puisse rechercher une responsabilité autre que la sienne; de garantir la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, au besoin comme assureur de ladite Compagnie contre toutes les réclamations qui seraient élevées contre elle en raison de ces accidents et de leurs suites et dont M. Mats fera son affaire personnelle.

I5° - De ne pouvoir de condition expresse, céder son droit aux présentes, ni sous-louer, de ne pouvoir faire sur les lieux loués aucune espèce d'affichage pour réclame industrielle ou commerciale intéressant les tiers.

I6° - De payer les frais de timbre et d'enregistrement des présentes et de justifier de l'accomplissement de cette dernière formalité dans le mois de ce jour, de faire, en outre, enregistrer le présent bail au commencement de chaque nouvelle période, s'il y a lieu, avec toutes conséquences de droit, en cas d'omission ou de retard.

I7° - Nonobstant la durée ci-dessus fixée, la Compagnie du Chemin de fer du Nord se réserve la faculté de faire cesser l'effet des présentes à quelque époque

~~un an~~  
Renvoi double.

parapher

*[Signature]*

que ce soit, sans avoir à payer aucune espèce d'indemnité, si les besoins ou l'intérêt du Service du Chemin de fer viennent à l'exiger, ce dont elle demeurera seule jugée. Il suffira qu'elle prévienne Monsieur MATS par simple lettre ~~six mois~~ à l'avance. A l'expiration des présentes ou en cas de résiliation, Monsieur MATS devra rendre les lieux loués en bon état d'entretien.

Il devra justifier un mois avant de déménager de l'acquit de sa patente et de toutes autres contributions à raison desquelles la responsabilité de la Compagnie pourrait être engagée.

- LOYER -

En outre, le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer de Seize Mille Francs pour la durée ci-dessus stipulée, payable à la gare de CREIL sur quittances dressées par le Service du Domaine, savoir: quatre mille francs, le premier Août mil neuf cent trente six et le surplus, soit douze mille francs en quatre termes égaux, les premiers Décembre mil neuf cent trente six, premier Mars, premier Juin et premier Septembre mil neuf cent trente sept.

- Condition Particulière -

Monsieur Mats est autorisé à clôturer, en briques ou en parpaings, les deux ouvertures de l'extrémité Nord du bâtiment de l'usine, les deux portes fermant ces ouvertures devant être réemployées pour fermer l'ouverture centrale.

A l'expiration du présent bail, Monsieur Mats devra remettre les lieux en leur état primitif, à ses frais, si la Compagnie du Chemin de fer du Nord l'exige.

- Prorogation -

A défaut par l'une ou l'autre des parties d'avoir fait connaître par écrit, ~~six mois~~ avant l'expiration du présent bail son intention de ne pas le renouveler, il se continuera d'année en année, aux mêmes conditions et avec la même faculté de résiliation, moyennant un loyer de Douze mille francs, par année, payable par trimestres et d'avance.

- Evaluation pour l'Enregistrement -

Pour la perception des droits d'enregistrement seulement et sans que cela puisse tirer à conséquence, les parties évaluent à cinq cents francs par année, les charges extraordinaires résultant des présentes.

Fait à Paris, le vingt sept octobre mil neuf cent trente quatre, en trois originaux, dont un pour être déposé à l'Administration de l'Enregistrement.



Rayé six mots

Comme nuls

Le Chef Honoraire du Contrôleur  
Chef du Service du Domaine

*[Signature]*



815  
ENTRE :

La Compagnie du Chemin de Fer du Nord, Société Anonyme dont le siège est à Paris, rue de Dunkerque N°18, représentée par Monsieur *Erbelet* *Chef du* Service du Domaine auquel des pouvoirs spéciaux ont été donnés à cet effet.



D'une part.

Et Monsieur Lucien M A T S, Négociant en vieux métaux demeurant à Creil, rue Henri Pauquet, N°1.

D'autre part .

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Aux termes d'un bail sous seings privés en date à Paris du vingt sept Octobre mil neuf cent trente-quatre, enregistré à Creil le cinq Novembre suivant folio 54, case 6, la Compagnie du Chemin de Fer du Nord a donné en location à Monsieur MATS, pour trois années à compter du premier décembre mil neuf cent trente-quatre, un terrain mesurant environ seize ares cinquante centiares situé dans les emprises de la gare de Creil, sur lequel existe une usine dite "Ancienne Usine Sulpice".

Cette location a été consentie sous diverses charges et conditions et en outre moyennant un loyer de Seize mille francs pour la durée de trois années, payable savoir: Quatre mille francs le premier Août mil neuf cent trente-six et le surplus soit Douze mille francs en quatre termes égaux les premiers décembre mil neuf cent trente-six, premier mars, premier juin et premier septembre mil neuf cent trente-sept.

Il a été convenu qu'à défaut par l'une ou l'autre des parties d'avoir fait connaître par écrit un an avant l'expiration du bail son intention de ne pas le renouveler il se continuerait d'année en année aux mêmes conditions moyennant un loyer de Douze mille francs par année payable par trimestre d'avance.

Ceci exposé, les parties conviennent :

I°- De proroger de trois mois la durée du bail du vingt-sept Octobre mil neuf cent trente-quatre qui expirera par conséquent le vingt-huit février mil neuf cent trente-huit, et ce sans augmentation du loyer de Seize mille francs fixé pour la durée du bail

francs.  
K. M.

2°- Qu'en cas de prorogation de ce bail au delà du vingt-huit février mil neuf cent trente-huit le loyer sera de Dix mille francs par an au lieu de Douze mille comme ~~prévu~~ cela avait été prévu au bail dont s'agit.

Il n'est apporté aucune autre modification audit bail.

Les frais de timbre et d'enregistrement des présentes seront à la charge de M. MATS qui devra justifier de l'accomplissement de cette dernière formalité dans le mois de ce jour.

Rayé un mot  
comme nul.

Fait à Paris, le dix-sept juin mil neuf cent trente-six, en trois originaux dont un pour être déposé à l'Administration de l'Enregistrement



*Guillemot*  
Le Chef Honoraire du Contentieux  
Chef du Service du Domaine

*En approuve*  
*Guillemot*

Cette location a été consentie sous diverses conditions et moyennant un loyer de seize mille francs par an, payable par trimestre à l'avance, soit mille francs par trimestre. Le premier versement a été effectué le premier jour de janvier mil neuf cent trente-six, et les versements suivants ont été effectués le premier jour de janvier mil neuf cent trente-sept, le premier jour de janvier mil neuf cent trente-huit, et le premier jour de janvier mil neuf cent trente-neuf.

Il a été convenu que si l'un des parties d'avoir fait connaître par écrit au bailleur son intention de ne pas renouveler le bail, il se contenterait d'une année de loyer de douze mille francs par année payable par trimestre à l'avance.

C'est exposé, les parties convenant :

1°- De proposer de traiter avec la gare du Nord au vingt-huit février mil neuf cent trente-huit, au loyer de dix mille francs par an, au lieu de douze mille francs par an, comme prévu au bail dont s'agit.



VB.N. 3 / F 26

Paris 3 0 MARS 1951

CREIL

---

E.P. et occupation

Mats

---

Monsieur l'Ingénieur en Chef  
Chef de la Division des Etudes EX.

Suite à votre lettre g. 3 B n° 49817 du 1<sup>er</sup> février 1951, relative à l'affaire visée en marge.

La valeur actuelle des bâtiments mis à la disposition de M. Mats est de :

- 1° ) 7 M. pour l'ancienne usine Subpice.
- 2° ) 2 M. 8 pour le bâtiment à usage de bureaux et logements.

Il est bien exact que l'usine a été détruite à 50 % à la suite de bombardements, mais aucun dossier de dommages de guerre n'a encore été constitué, car il s'agit d'un bâtiment du Domaine Public, non affecté à l'exploitation du Chemin de fer et les dossiers de l'espèce sont en attente d'une décision du Directeur Général des Dommages de Guerre.

Par contre, le bâtiment pour bureaux et logements a été remis en état d'habitabilité et la S.N.C.F. a engagé à cet effet une dépense de 892.500 f dont le remboursement a été demandé au M.R.U. Cette dépense comprend celle de 68.320 f engagée par M. Mats pour les travaux faits par lui dans ce bâtiment et non dans l'usine.

Cette somme a été remboursée à M. Mats en décembre 1950.

3 1 MAR 1951

D

*[Signature]*

Ingénieur en Chef  
Chef de la Division des Etudes V.B.

Signé : HEBERT

Sur demande. (Séance).

Remis au 1<sup>er</sup> Arrondissement  
V. B.

Correspondance avec M.  
Reynault, Architecte.

1 Copie de facture.

1 relevé des trois factures en  
discussion.

Va faire procéder à des recherches  
sérieuses, M. Mats insistant à nouveau.

26 - 10 - 50.

Bâtiment

1<sup>er</sup> Mars 1935-

une année

avec T. R.

—



Vu au 1<sup>er</sup> Arrondissement Ex.

Rien au point de vue dommages de  
Guerre.

N'a possédé que le dossier relatif  
à la location consentie à M. Mats.

30 Mai 1950.

## Attestation.

Le soussigné, Marcel Leclercq, Ingénieur  
en Chef, Chef de la Division du Service Général de  
la Voie de la Région du Nord de la Société Nationale  
des Chemins de Fer Français, dont le siège est à  
Paris, Rue Saint-Lazare, N° 88.

Ladite Société, substituée à la Compagnie  
du Chemin de Fer du Nord, en exécution de la  
convention du 31 Août 1937, publiée au Journal  
Officiel du 1<sup>er</sup> Septembre 1937 et approuvée par  
décret-loi du même jour.

Certifie,

VB.N. VE.D.

Creil.

Location Mats.

1. Annexe.

Monsieur le Chef

du 1<sup>er</sup> Arrondissement V. B.  
à Paris.

Suite à votre lettre du 28 Février écoulé.  
Je vous adresse, sous ce pli, l'attestation  
demandée par M. Mats, relativement à la  
remise en état de l'installation électrique  
à laquelle il a fait procéder, à ses frais,  
dans le hall de l'ancienne usine Sulpice,  
à Creil.

+ entente conclue  
entre le M.R.U.  
et la Région  
et la Région  
Vous m'indiquez que cette partie de  
dommages n'a pas été comprise dans le  
dossier qui a été ~~déposé~~ <sup>présenté</sup> par votre arrondisse-  
ment, à la Délégation Départementale de  
l'Oise. et qui comportait <sup>notamment</sup> ~~un~~ <sup>un</sup> marché par

Mais, je suppose aussi que la dépense  
engagée par M. Mats, à ce titre, ne fait pas  
un plus double emploi, en tout ou en  
partie, avec celle de 8.528 francs, qui  
lui a été remboursée dernièrement pour  
des travaux de même nature, <sup>pour le paiement</sup> lesquels, il est  
vrai ~~semblait~~ <sup>semble</sup> s'appliquer à la réinstalla-  
tion de l'électricité dans des bureaux.  
(facture Legendre, du 17 Mars 1948).

Sous cette réserve, l'attestation  
ci-jointe peut donc être remise à M. Mats.



## 1

La dite Société substituée à la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, en exécution de la Convention du 31 Août 1937, publiée au Journal Officiel du 1<sup>er</sup> Septembre 1937 et approuvée par décret-loi du même jour.

En: aux termes d'un acte sous signatures privées,

Une par suite, avenant du en date du Trente Mai  
1938, et à titre d'addition au dit bail, la Société Nationale  
des Chemins de Fer Français a également donné en location  
à M. Mats, un petit bâtiment affecté à usage de Bureau  
et de logement.

Lesdites dispositions reprises audit ~~les~~  
audits contrats, il a été stipulé entre les parties ~~les~~  
~~lesdites relations, que si~~ défaut d'accord par l'un ou  
l'autre des parties <sup>La</sup> ~~lesdites~~ relations ne sont continuées par  
tacite reconduction d'année en année, à défaut par l'un  
ou l'autre des parties d'avoir fait connaître son intention,  
d'en faire cesser l'effet dans les délais qui y sont  
indiqués.

Les lieux ainsi loués à M. Mats, ont été endommagés au cours de hostilités et en particulier les installations électriques qui existaient dans le Hall de l'immeuble ont été détruites par bombardement au cours de hostilités et remise en état ~~par les soins~~ <sup>à la diligence</sup> de la locataire.

Et une indemnité susceptible d'être allouée par  
l'Etat, en représentation de ces <sup>non installations</sup> installations, ne  
peut être valablement attribuée qu'à ce Service, selon  
les justifications qui pourr. être appelés à fournir.

En conséquence, je déclare, en tant que de besoin,  
que les ouvrages dont le <sup>le</sup> ~~contenu~~ <sup>le premier</sup> est habile, au titre  
ci-dessus, à bénéficier en vertu de la législation en  
vigueur en matière de ouvrages de jeunesse, et  
et ne sont pas compris dans aucun des  
S.N.C.F. a pu ou pourrait être <sup>amené</sup> ~~apporter~~ à  
les insensibles ou installations lui appartenant  
A Paris, le

A Paris, le

$\phi$   
~~significans~~  
~~venerabilis~~  
hous l. albertus  
i usag. "v"  
venerabilis

2. installations  
électriques  
général

Le bail du 27 Octobre 1936,  
consenti par la Compagnie du Nord,  
a trait à la location de terrain  
sur lequel existe l'usine Dulpie.

L'avant du 12 juin 1936,  
provoque <sup>le premier</sup> le premier contrat, mais  
pas un nouveau loyer, au cas de  
prolongation au delà du 28 Février  
1938 - (~~ce fait situation de 12.000~~  
~~frs à 10.000 frs) - (Toute~~  
~~renouvelation)~~

L'avant du 30 Mai 1938.  
a trait à la location supplémentaire  
d'un petit bâtiment <sup>sans loyer</sup> - (bureau et  
logement)

VB.N. vt. D

GREIL

Occupation MATS

Monsieur le Chef de la  
Subdivision de la Comptabilité V.B.,

Le dossier des travaux de remise en état partielle effectués par M. MATS, dans l'ancienne Usine Sulpice, 8, Impasse des Pierres, à GREIL, a été reconstitué et m'a été adressé par M. GRAIS.

Il convient donc de rembourser à M. MATS, le montant de ces travaux, qui sont repris aux mémoires et factures ci-joints, soit la somme de 68.320 Francs, dont la S.N.C.F. obtiendra elle-même le règlement, au titre des dommages subis par l'immeuble au cours des hostilités.

Ces documents sont à me retourner, avec une attestation du paiement, lequel peut être effectué par la Gare de Greil, ou par versement au compte Chèques Postaux PARIS -C.C. 5716-10, des Etablissements L. MATS, ayant bureaux, 21 bis, rue de Chateaudun à PARIS, et chantier et magasin 8, Impasse des Pierres à GREIL.



PROJET

PD

Paris le 2/1/51

VB. N. VE. D.

Creil.

Occupation Mats.

Monsieur Roussel.

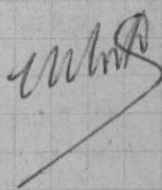
Annexes.

Le dossier des travaux de remise en état partielle effectués par M. Mats, dans l'ancienne usine Sulzice, 8, Impasse des Pierres, à Creil, a été reconstitué et m'a été adressé par M. Geais.

Il convient donc de rembourser, à M. Mats, le montant de ces travaux, qui sont repris aux mémoires et factures ci-jointes, soit la somme de 68.320 francs, dont la S.N.C.F. obtiendra elle-même le règlement, au titre des dommages subis par l'immeuble au cours des hostilités.

Ces documents sont à me retourner, avec une attestation du paiement, lequel peut être effectué par la Gare de Creil, ou par versement au compte Chèques Postaux Paris - C.C. 5716-10, des Etablissements L. Mats, ayant bureaux 21 bis Rue de Chateaudun, à Paris et, chantiers et magasins, 8, Impasse des Pierres, à Creil.

L



Copie à VB.N.I - comme suite à sa lettre du 13 mai dernier à M. ROUSSEL - et pour le tenir au courant, en lui laissant le soin, s'il le jugeait utile, de faire une réponse d'attente à M. MATS.

12 juin 1950.

VB.N.vt.D

CREIL

Occupation Mats

Monsieur,

Ainsi que vous le savez, M. MATS, locataire d'un immeuble sis à Creil, 8 Impasse des Pierres, nous a demandé le remboursement d'une somme de 68.320 francs qu'il a réglée pour la remise en état d'une partie de cet immeuble, endommagé par faits de guerre.

Nous sommes, évidemment, disposés à examiner cette demande, bien que, jusqu'à ce jour et contrairement à ce que suppose M. MATS, aucun dossier de dommages n'ait encore été déposé au M.R.U., ce que nous ne pouvions d'ailleurs faire en l'absence des pièces justificatives habituelles.

En fait, je n'ai en ma possession, en ce qui concerne les travaux effectués par le locataire, qu'un relevé de factures qu'il m'a transmis et indiquant bien, au total, la somme de 68.320 francs sus-visée, s'appliquant à des règlements faits aux Entreprises : SYLVERT (serrurerie - 38.050 F) - LAQUETTE (chauffage central - 21.742 F) - et LEGENDRE (électricité - 8.528 F).

Mais, précisément, de la correspondance que vous avez échangée avec M. MATS et qui m'a été communiquée par celui-ci, il résulterait qu'un tel dossier aurait été établi par vos soins et remis à l'un des Services de la Région (1er Arrondissement - votre lettre du 10 mai 1948) ou (Comptabilité - votre lettre du 12 avril 1949).

Plus récemment, dans la lettre que vous avez adressée, le 23 mars dernier, à notre Section de Creil, vous confirmez une fois de plus la remise "au Service Comptabilité" de ce dossier qui comprenait les pièces suivantes :

.....

Monsieur REGNAULT  
Architecte  
79, Rue du Connétable  
CHANTILLY  
(Oise)

Marché, par entente directe entre la S.N.C.F. et le M.R.U. devis descriptif, devis estimatif, facture des travaux lesquels se sont élevés au total à 892.500 francs, décompte général et définitif et réception définitive.

Vous ajoutiez que le dossier était constitué comme les précédents, dont je n'ai pas davantage connaissance et qui avaient servi au remboursement des travaux effectués aux logements d'agents, Impasse des Pierres, pour lesquels la S.N.C.F. s'était préoccupée des démarches à faire auprès du M.R.U.

Les recherches faites par les Services que vous indiquez aussi bien que par le 1er Arrondissement de l'Exploitation qui suit la location consentie à M. MATS, sont demeurées sans résultat et, de son côté, la Section des Dommages de guerre à laquelle ces pièces auraient été certainement transmises n'a pas davantage été saisie.

Je vous serais très obligé, dans ces conditions, de vouloir bien me faire connaître, à l'aide des documents sans doute encore en votre possession ou selon vos souvenirs, l'adresse à laquelle cette remise a été effectuée.

Peut-être pourriez-vous même, à défaut de précisions sur ce point, me faire parvenir un double du dossier en question qui probablement a été dressé en plusieurs exemplaires.

Nous pourrions, de cette façon, prendre parti en ce qui concerne le règlement à M. MATS de la somme de 68.320 francs par lui réclamée et que nous supposons exacte.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Signé : Leclercq.



DX/MB

VBN.1.BOA.

Paris, le 13 mai 1950.

CREIL.

8, Impasse des Pierres.

B

MAI 1950

-----  
Dommages de guerre.

Monsieur ROUSSEL,

-----  
Location MATS.

Date	13 MAI 1950		
Répondre pour le			
co	s		
v	s		
d	r		
vv	cs	cp	cl
vt	ds	gc	sl
dg	ds	gd	sl
dc	dc	go	

Le 28 mars dernier, je vous ai transmis une lettre que nous avait adressée M. REGNAULT, architecte à Chantilly, concernant le remboursement des dépenses engagées par M. MATS, pour la remise en état des dommages de guerre. A la suite d'une réclamation de ce dernier, qui serait très désireux de voir cette affaire solutionnée au plus tôt, je vous prie de bien vouloir me faire connaître la suite donnée à ce dossier.

S. N. C. F.

Région du NORD

Service de la Voie  
et des Bâtiments

/L'Ingénieur Principal

de la Voie.

Subdivision de la Comptabilité

Y B. g. c. Af.  
Location Mats

Transmis à  
Monsieur le Chef de la Division  
du Service Général de la Voie

Comme suite à l'envoi du dossier de cette affaire que je lui ai fait le 6 avril dernier.

Paris, le 20 Mai 1950.

24 MAI 1950

Le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité

S. N. C. F.

Région du NORD

Service de la Voie  
et des Bâtiments

Subdivision de la Comptabilité

V B n° 40. AF.

Creil  
Location Mats

Paris, 10 Mars 1950.

Nommé le chef du 1<sup>er</sup> ant VB.  
a Paris

Par note VBN° 40 de 14.1.50  
dont ci joint Copie, M. le chef de la Division  
du Service Général de la Voie me demande  
de le renseigner sur un remboursement  
que nous aurions reçu de la part de M. R. L.  
d'une somme de 68.320<sup>+</sup> représentant  
le montant de divers travaux de remise  
en état de dommages de guerre effectués  
à l'immeuble sis à Creil, 8 impasse des  
Pierres et loué à la Société des Et. Mats  
travaux dont l'exécution aurait été faite  
à la diligence de notre locataire et par lui  
régliés aux entrepreneurs.

M. Regnault, architecte de la SNCF à  
Chantilly, serait à l'origine de la présentation  
de la demande de remboursement.

Ne trouvant trace dans mes services,  
de dossier concernant cette affaire, je vous  
 prie de bien vouloir, en accord avec  
M. Regnault et le Service local, me mettre  
à même de renseigner M. Leclercq.

VISAS			
1 G	151		
1 B A	152		
C B	153		
S/BT	154		
S/MP	155		
Date : 11 MAR 1950			

Le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité

*[Signature]*

PARIS, le 14 janvier 1950

VB/N vt D

CREIL

Location

MATS

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité V.B.,

L'immeuble sis à Creil, 8, Impasse des Pierres (ancienne usine Sulpice), loué à la Société des Etablissements Mats, a été endommagé par faits de guerre.

Des diverses pièces qui m'ont été transmises par le 1er Arrondissement V.B. il apparaît qu'une partie, tout au moins, des travaux nécessaires pour la remise en état des lieux ont été exécutés par M. MATS pour un montant de 68.320 frs ayant fait l'objet des factures suivantes dont copie m'a été remise :

Entreprise SYLVERT, à MOUÏ, pour serrurerie (facture du 10 mars 1947) .....	38.050 f
Entreprise LALOUEÏTE, à NOGENT-sur-OISE, chauffage central (facture de février 1947) .....	21.742 f
Entreprise LEGENDRE, à CREIL, réinstallation de l'éclairage électrique dans les bureaux (facture du 17 mars 1948) .....	8.528 f

M. MATS nous demande aujourd'hui le remboursement de ces dépenses et, des éléments évidemment difficilement contrôlables du dossier en ma possession, il découlerait que la Région aurait été, elle-même, réglée de cette somme par le M.R.U. sur présentation de cet organisme, par M. REGNAULT, Architecte à Chantilly, des factures susvisées.

M. REGNAULT a été admis par la Région au titre d'architecte privé et est aussi agréé par le M.R.U.

Afin de me permettre de faire examiner utilement la question, je vous demanderai de me faire savoir si les sommes ci-dessus nous ont bien été effectivement versées.

J'ajoute qu'aucun dossier n'a été, jusqu'à présent, remis par la Section des Dommages de Guerre à la délégation départementale de l'Oise, appelée à en connaître.

Je ne possède encore aucun document certain pour ce faire et, d'ailleurs, un tel dépôt ne pourra être éventuellement envisagé qu'après la mise au point qu'impose la réclamation de M. MATS.

Par ailleurs, il est à remarquer que M. MATS avait été autorisé par la Région, mais à ses risques et périls, à prendre toutes mesures conservatoires utiles pour la protection de son matériel et le fonction-



nement de son commerce, sans obligation pour nous de lui rembourser le montant des travaux qu'il pouvait être amené à faire effectuer à ce titre.

Mais, il est évident que si la S.N.C.F. a, comme le suppose M. MATS, obtenu le règlement du coût de la remise en état par lui effectuée, une telle question semblerait devoir faire l'objet d'un nouvel examen et d'une décision définitive, car le principe de non-intervention que nous opposions à l'époque était surtout, semble-t-il, basé sur l'incertitude dans laquelle nous nous trouvions, alors, de voir les chemins de fer d'intérêt général admis ou écartés de la législation en matière de dommage de guerre.

Or, il n'en est plus exactement de même actuellement.

Le Chef de la Division  
du Service Général de la Voie,

LECLERCQ

S. N. C. F.

Région du NORD

Service de la Voie  
et des Bâtiments

Subdivision de la Comptabilité

Paris. le 18/10/50

Monsieur Jétré

Chef de la Subd<sup>e</sup> des Trav<sup>x</sup> et Appuis<sup>ts</sup>

Section "Domages de guerre"

V.B.N. gc Af.

Cril

Location Mats

Comme suite à notre conversation

1  
téléphonique de ce jour, <sup>avec votre accord</sup> je vous transmets,  
ci-jointe, une lettre de la Société des Etabl.<sup>s</sup>  
L. Mats, relatif au remboursement de  
travaux faits par cette Société pour la  
remise en état de dommages de guerre  
à l'immeuble de la S.N.C.F. sis à Cril,  
8 Impasse des Pierres, dont elle est locataire.

18 OCT. 1950

Le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité



PRODUITS MÉTALLURGIQUES  
**ÉTABLISSEMENTS L. MATS**

S.A.R.L. CAPITAL 20.000.000 DE FRANCS

EXPLOITANT DE LA MAISON LUCIEN MATS

BUREAUX: 21<sup>BIS</sup> RUE DE CHATEAUDUN - PARIS - IX<sup>E</sup>

TÉL. TRUDAINE 21-72 89.25 89.24 TÉLÉGR. MATSMETO-PARIS

CHANTIER ET MAGASIN  
8, Impasse des Pierres

**CREIL (OISE)**

TÉLÉPH. 234

REG. DU COM. SENLIS 12.447

CHÈQUES POSTAUX PARIS C.C. 5716-10

RÉP. PRODUCTEURS OISE N° 383

PARIS, LE 30 Aout 1950

Monsieur le Chef de District  
Batiments  
Sté Nle des Chemins de Fer Français

CREIL -Oise-

60.277 -M/RL

A L'attention de Monsieur MIGNERAY

Monsieur,

Je vous confirme nos dernières conversations relatives aux factures que je vous ai adressées et se montant à Fr:70.170 concernant les travaux que j'ai dû faire effectuer dans les batiments que j'occupe et remboursables pour vous par le M.R.U.

Vous m'avez fait part que l'on ne retrouvait pas le dossier, mais ayant rencontré M.REGNAULT votre Architecte qui a dû donner à vos services centraux toutes indications nécessaires pour retrouver ces pièces, j'espère maintenant que toute diligence sera faite pour le remboursement de ces sommes dont le règlement aurait déjà dû être fait depuis longtemps, puisque moi-même j'ai touché par le M.R.U. les sommes qui m'étaient dûes pour le matériel qui avait été détruit pendant les bombardements.

Je compte sur votre obligeance et en cette attente, je vous présente, Monsieur, mes salutations empressées.

VBN.I. BOA

Occupation Mats

PIÈCES JOINTES

Transmis à Monsieur Roussel  
en le priant de me faire  
savoir à quoi en est cette  
affaire, pour me permettre  
de renseigner M. Mats  
6 octobre 1950  
L'Ingénieur Principal de la Voie



Creil.

H. Brunel  
10/10

Occupation Mats.

Monsieur Sang.  
Chef de Section V. B.  
à Creil.

A l'occasion d'une démarche faite dans vos bureaux, le 2 Septembre dernier, vous avez <sup>été</sup> avisés au courant des difficultés rencontrées pour mettre au point la réclamation qui vous a été présentée par M. Mats, locataire de l'immeuble sis à Creil, 8, Impasse des Pierres, (ancienne usine Sulpice).

Vous deviez, en accord avec notre locataire, revoir la question, mais vous rappelez d'ailleurs successivement.

La demande de M. Mats, tend au remboursement d'une somme de 68.320 francs, montant des travaux par lui effectués, pour la remise en état partielle des locaux, endommagés au cours des hostilités et qui s'applique à des règlements faits aux Entreprises suivantes:

Sylvaert. (menuiserie). 38.050 francs.

Lalouette. (chauffage central). 21.742 francs.

Legendre. (électricité). 8.528 francs.

Selon M. Regnault, Architecte à Chantilly, qui est intervenu à l'origine des travaux, un dossier de dommages a été remis, par ses soins, à l'un des Services de la Région. (D'abord 1<sup>er</sup> Arrondissement, puis Comptabilité).

Ces-ci, consultés, se indignent qu'ils ne sont pas en possession de ce dossier, qui paraissait comporter les pièces suivantes:

Marché, par entente directe entre la S.N.C.F. et le M. U. R., devis descriptif, devis estimatif, factures des travaux, lesquels se sont élevés au total à 892.500 francs, décompte général et définitif et réception définitive.

M. Regnault, ajoute que ce dossier était, en fait, constitué comme les précédents, dont je n'ai pas davantage connaissance et lui visaient

Des travaux effectués aux logements d'agents,  
Impasse des Pierres, pour lesquels la S.N.C.F.  
s'était préoccupée des démarches à faire auprès du  
M. R. U.

Je vous demanderais de vous tenir au courant  
des indications que vous avez pu recueillir,  
notamment au cours de votre entretien avec M.  
Mato.

Et, comme par ailleurs, il est allégué dans la  
lettre qui vous a été adressée par M. Mato, le  
27 Novembre 1949, "que toutes les factures avaient  
été remises au M. R. U. et très sûrement réglées",  
ce qui est cependant infirmé par la Subdivision  
de la Comptabilité V. B. qui, nécessairement,  
aurait été amenée à en connaître, j'estime  
que, seule une démarche à la Délégation  
départementale de l'Oise, à Beauvais,  
pourrait, en définitive, avoir pour effet de  
vous fixer exactement à cet égard.

J'ajoute qu'une déclaration de sinistre  
a été souscrite et remise à la Délégation  
départementale par les soins du 1<sup>er</sup> Arron-  
dissement V. B., mais, qu'aucun dossier n'a  
encore été déposé par la Région.

Puis, je vous demande de revoir rapidement  
cette affaire, afin d'en terminer.

Le Chef de la Délégation

M. TROUDET DE ROUILLON-ROUSSEAU

*[Signature]*



Paris, le

V.B.H.vt

GREIL

Occupation MATS

Monsieur SANG

Chef de Section V.B.

à GREIL

A l'occasion d'une démarche faite dans nos bureaux, le 2 septembre dernier, vous avez été mis au courant des difficultés rencontrées pour mettre au point la réclamation qui nous a été présentée par M. MATS, locataire de l'immeuble sis à Creil, 8, Impasse des Pierres (ancienne usine Sulpice).

Vous deviez, en accord avec notre locataire, revoir la question que je vous rappelle d'ailleurs succinctement.

La demande de M. MATS tend au remboursement d'une somme de 68 320 Frs, montant des travaux par lui effectués pour la remise en état partielle des locaux endommagés au cours des hostilités et qui s'applique à des règlements faits aux Entreprises suivantes :

SYLVAERT (serrurerie) - 38 050 Frs.

LALOUETTE (chauffage central) - 21 742 Frs.

LEGENDRE (électricité) - 8 528 Frs.

Selon M. REGNAULT, Architecte à Chantilly, qui est intervenu à l'origine des travaux, un dossier de dommages a été remis, par ses soins, à l'un des services de la Région (d'abord 1<sup>er</sup> Arrondissement, puis Comptabilité).

Ceux-ci, consultés, m'indiquent qu'ils ne sont pas en possession de ce dossier qui paraissait comporter les pièces suivantes :

Marché, par entente directe entre la S.N.C.F. et le M.R.U., devis descriptif devis estimatif, factures des travaux, -lesquels se sont élevés au total à 892 500 Frs-, décompte général et définitif et réception définitive.

M. REGNAULT ajoute que ce dossier était, en fait, constitué comme les précédents, dont je n'ai pas davantage connaissance et qui visaient des travaux effectués aux logements d'agents, Impasse des Pierres, pour lesquels la S.N.C.F. s'était préoccupée des démarches à faire auprès du M.R.U.

Je vous demanderais de me mettre au courant des indications que vous avez pu recueillir, notamment au cours de votre entretien avec M. MATS.

Et, comme par ailleurs, il est allégué dans la lettre qui vous a été adres-

...



sée par M. MATS le 21 novembre 1949 "que toutes les factures avaient été remises au M.R.U. et très sûrement réglées", ce qui est cependant infirmé par la Subdivision de la Comptabilité V.B. qui, nécessairement, aurait été amenée à en connaître, j'estime que seule une démarche à la délégation départementale de l'Oise à Beauvais, pourrait, en définitive, avoir pour effet de nous fixer exactement à cet égard.

J'ajoute qu'une déclaration de sinistre a été souscrite et remise à la délégation départementale par les soins du 1<sup>er</sup> Arrondissement V.B. mais qu'aucun dossier n'a encore été déposé par la Région.

Puis-je vous demander de revoir rapidement cette affaire afin d'en terminer.

Jang  
Monsieur le Chef de Section V.B.  
à Creil.

*A l'occasion*  
~~Après d'une démarche que vous avez faite~~  
dans vos bureaux, le 2 Septembre dernier,  
vous avez été mis au courant des difficultés  
rencontrées pour mettre au point la réclamation  
qui vous est présentée par M. Mats, locataire de l'immeuble  
sis à Creil, 8 Impasse des Pierres (ancienne  
maison Sulpice).  
~~Vous avez aussi la location, en accord avec~~  
~~Je vous rappelle succinctement la location,~~  
Vous deviez, en accord avec ce dernier,  
recevoir la location, en je vous rappelle  
succinctement.

*et Mats.*

*et*  
suivantes :

La demande tend de M. Mats tend au  
remboursement d'une somme de 68.320 frs.  
montant des travaux par lui effectués pour  
la remise en état partielle du local,  
endommagés au cours des hostilités et qui  
s'applique à des réglemens faits aux  
Entreprises : Sylvert - (Serrurerie - 38.050 frs).  
Lalouette - (Chauffage central - 21.762 frs). et  
Legendre - (Electricité - 8.528 frs) -

*et*  
il paraissait

Selon M. Regnaudt Architecte à  
Charlilly, car ce lui a aussi été intervenu à  
l'origine des travaux, un dossier <sup>de documents</sup> a été remis  
par ses soins à l'un des Services de la Région  
(d'abord 1<sup>er</sup> Arrondissement, puis Comptabilité).

Ces-ci consultés, n'ont pu nous pas  
en possession de ce dossier qui m'aurait sans  
doute d'ailleurs été transmis. ~~et lui~~ <sup>et lui</sup> ~~composé~~ <sup>composé</sup> les  
pièces suivantes :

Marché par entente directe entre la S.N.C.F.  
et le M. R. U., devis descriptif, devis estimatif,  
factures des travaux, lesquels se sont élevés au  
total à 892.500. francs, récapitulatif général  
et définitif et réception définitive.

M. Regnaudt ajoutant ajouta que ce  
dossier était <sup>en fait</sup> constitué comme les précédents,  
dont je n'ai pas davantage connaissance et

qui avaient servi le remboursement des travaux effectués aux logements d'agents, Imposée des Pierres, pour lesquels la S.N.C.F. s'était préoccu-  
pée des démarches à faire auprès du M. R. U.

Je vous demanderais de m'indiquer si l'impact à laquelle vous deviez vous ~~poser~~ <sup>fixer</sup> a donné un résultat susceptible de nous permettre d'en terminer.

Et comme par ailleurs, il est allégué ~~que~~ <sup>la</sup> Région dans la lettre qui vous a été adressée par M. Mats; le 21 Novembre 1969, "que toutes les factures avaient été remises au M. R. U. et très sûrement réglées", ~~je pense qu'il serait utile d'obtenir ce qui est~~ <sup>établi</sup> ~~par M. Roussel,~~ <sup>il serait</sup> ~~il serait~~ <sup>convient</sup> ~~il~~ <sup>il</sup> ~~convient~~ <sup>de demander à la Délégation</sup> ~~de l'Etat, à Beauvais, de nous~~ <sup>fixer à ce sujet.</sup>

Une déclaration de finistère ~~relative~~ <sup>notre</sup> ~~à la S.N.C.F.~~ a été soumise par les soins de votre arrondissement et est restée en sa possession, mais aucun dossier n'a été déposé par la Section des Travaux de France.

Je vous demanderais de ~~m'indiquer~~ <sup>m'indiquer</sup> ~~les~~ <sup>les</sup> ~~indications que vous avez pu~~ <sup>recueillir</sup> ~~soit susceptibles de au cours de votre entrevue avec~~ <sup>obtenir</sup> M. Mats.



et lui aurait dû  
en connaître.

et les concernés  
particulièrement

Il s'agit de la  
répartition et  
des  
mises en œuvre  
des  
villes

Et comme par ailleurs, il est allégué dans  
la lettre qui vous a été adressée par M. Mats, le  
21 Novembre 1949, "que toutes les factures avaient  
été remises au M. R. U. et très sûrement réglées",  
ce qui est cependant infirmé par M. Roussel, <sup>sur son</sup>  
ce dernier point, je pense que seule une démarche  
à la Délégation Départementale de l'Orne, à Beauvais,  
serait susceptible de nous faire à ce sujet.

J'ai ajouté en une déclaration de sinistre a  
été soumise par et ~~et~~ remise ~~à la~~ à la  
Délégation Départementale par les soins du 1<sup>er</sup>  
Arrondissement V. B., mais en aucun dossier  
n'a encore été déposé par la Section des  
Dommages de Guerre.

Et, comme par ailleurs, il est allégué dans  
la lettre qui vous a été adressée par M. Mats, le  
21 Novembre 1949, "que toutes les factures avaient  
été remises au M. R. U. et très sûrement réglées",  
de la Comptance qui est cependant infirmé par <sup>H.</sup> Roussel  
billet V. B. qui aurait dû en connaître, je pense que seule  
une démarche à la Délégation Départementale de  
l'Orne ~~à~~ <sup>au siège de</sup> Beauvais, pourrait avoir pour effet  
de nous faire exactement à ce sujet.

J'ai ajouté en une déclaration de sinistre a  
été soumise et remise à la Délégation Départementale  
par les soins du 1<sup>er</sup> Arrondissement V. B. mais  
en aucun dossier n'a encore été déposé par la  
Région.

Puis-je vous demander d'~~envoyer~~<sup>de recevoir</sup>  
rapidement cette question, les ~~enseignements~~<sup>enseignements</sup>  
~~car vous nous fournirez certainement,~~  
~~avant~~  
une d'en tenir.

A/16. Mas.

A l'occasion dimanche de M.  
Sany, chef M. Poignant.

Rappelé aff. Mats et résultat  
négatif.  
De recherche une fois de  
plus et une M. Mats.

---

2 Septembre 1950.

---



P. REGNAULT  
ARCHITECTE

Chantilly, le 12 Avril 1949  
79, Rue du Connétable  
Téléphone 591

L. MATS  
12 AVR 1949  
CREIL (Oise)

JM/AM

Votre ref:  
N. R. 58738/PD

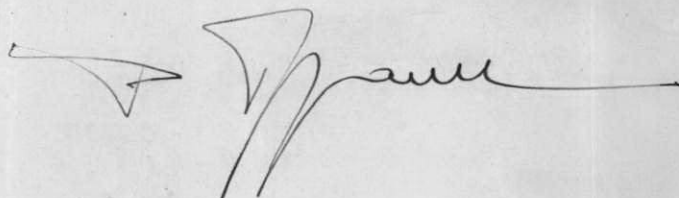
Monsieur MATS  
8 Impasse des Pierres  
CREIL -Oise-

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 23 Mars 1949  
je vous signale que j'ai remis au service comptabilité  
S.N.C.F. en Mars 1948, tout le dossier de dommages de  
guerre concernant votre établissement Impasse des  
Pierres à Creil -

Je ne peux donc que vous conseiller de vous  
adresser directement à la S.N.C.F. pour obtenir le  
remboursement de vos factures.

Recevez, Monsieur, mes salutations distinguées.



P. REGNAULT

ARCHITECTE

Chantilly, le 10 Mai 1948

79, Rue du Connétable

Téléphone 591

*SNCF*

*9*

PR/AM

Monsieur MATS  
8 Impasse des Pierres  
CREIL -(Oise)-

Monsieur,

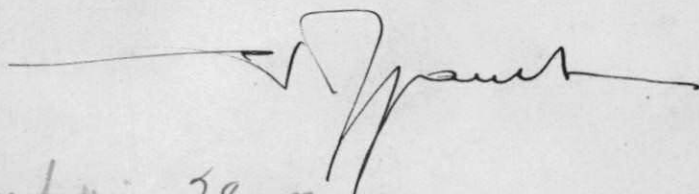
*Remb.  
dommages  
de guerre*

En réponse à votre lettre du 8/5/1948, le dossier de remboursement des travaux est terminé, et je l'ai remis au 1er Arrondissement S.N.C.F. afin de remboursement.

*Pour  
Cuo*

J'ai revu le peintre vendredi et il doit, m'a-t-il dit, commencer ce travail incessamment.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments dévoués.



Tact Libert union 38050-

Tact Labouette 21742-

Domages de Guerre  
8 impasse des Pierres  
à Creil  
location Mats

Creil le 25 /11/49

Monsieur l'ingénieur principal  
(M. Lalaye)

Les installations S.N.C.F., 8 impasse des Pierres  
à Creil et louées à M. Mats, ont été  
sinistrées pendant la guerre.

Un premier dossier de dommages de guerre  
concernant l'immeuble a été établi par  
M. Regnaudet architecte agréé du M.R.V.  
(vous trouverez cette affaire dans le  
même dossier).

Il reste à établir un deuxième dossier de  
dommages de guerre, pour les installations  
reprises à la lettre du 21 courant de  
M. Mats.

Vous remarquerez que l'immeuble a été  
traité en priorité, car il est de  
bureau à l'entrepreneur.

Les autres installations sinistrées (reprises



à la lettre du 11 de 10 Mats) devraient faire  
l'objet d'une deuxième procédure, mais  
rien n'a été fait jusqu'à présent.

En conséquence je vous propose de confier  
l'étude du donnet de donnuage de quene  
à M. Requaert, architecte agréé du M.R.U.  
et par l'intermédiaire duquel nous devons  
obligatoirement passer. étant entendu que  
les travaux seront suivis par vous.

Si telle est votre décision, je vous demanderais  
de vouloir bien en aviser officiellement  
M. Requaert.

Pour vous situer toute l'affaire je vous communique  
que un donnet auquel je n'ai pas encore  
répondu (voir A) en attente d'un accord qui  
maintenant doit être pris (vous voudrez bien  
me retourner ce donnet après en avoir pris  
connaissance).

Transmis : Monsieur Izzi  
en le priant de vouloir bien  
me donner ses instructions.

Paris, le 9/12/49

L'Ingénieur Principal de la Voie

*Truquet*

*P 72 M*

10 DEC 1949

PRODUITS MÉTALLURGIQUES  
**ÉTABLISSEMENTS L. MATS**

S.A.R.L. CAPITAL 6.000.000 DE FRANCS

EXPLOITANT DE LA MAISON LUCIEN MATS

BUREAUX : 21<sup>015</sup> RUE DE CHATEAUDUN - PARIS - IX<sup>e</sup>

TÉL. TRUDAINE 21-72

TÉLÉGR. MATSMETO-PARIS

CHANTIER ET MAGASIN  
8, Impasse des Pierres

**CREIL (OISE)**

**TÉLÉPH. 234**

REG. DU COM. SENLIS 12.447

CHÈQUES POSTAUX PARIS C.C. 5716-10

RÉP. PRODUCTEURS OISE N° 383

CREIL ~~PARIS~~ LE 21 Novembre 1949.

N.R. 59.426/LM/FB

DOMMAGES de GUERRE

**S N C F**

Usine Sulpice

Monsieur S A N G

Ingénieur

Chef de Section - S N C F

à CREIL

Monsieur,

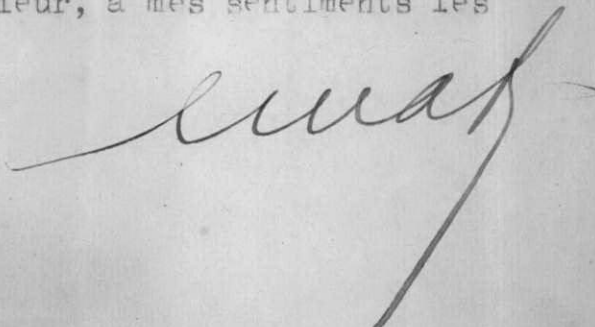
Je profite de la correspondance que je vous adresse aujourd'hui, pour vous rappeler qu'il reste toujours certains travaux à effectuer, notamment :

- 1° Réfection - vitrerie du hall.
- 2° Clôture du mur.
- 3° Clôture du hall.
- 4° Réfection grille d'entrée.
- 5° Réinstallation électricité dans le hall et magasins.
- 6° Couverture des W.C. cour
- 7° Réfection du garage.

Nous sommes d'autre part bien d'accord pour que ces travaux soient faits dès que les circonstances vous le permettront.

Toutefois, si ces dommages de guerre ont été présentés et réglés, il y aurait lieu de faire refaire ces travaux.

Avec mes remerciements, je vous prie de croire, Monsieur l'Ingénieur, à mes sentiments les meilleurs.



PARIS, le 11 mai 1948.

VEN.vt.D

Creil.  
Location MATS.

Monsieur GUERBER,

La Subdivision des Etudes Générales VB. me transmet une lettre qui lui a été adressée par la Division des Etudes EX, relativement à l'autorisation accordée à M. MATS, d'occuper l'ancienne usine Sulpice, installée dans les emprises de la Gare de Creil et sinistrée au cours des hostilités.

A cette lettre était jointe copie de celle que, de son côté, M. MATS a fait parvenir à la Division des Etudes EX.

Vous trouverez sous ce pli, copie de la correspondance ainsi échangée.

Ainsi que vous le verrez, M. MATS, en posant une question qui ne peut que nous échapper, en ce qui concerne la reprise de la perception du loyer à son taux normal, nous signale le mauvais état de la clôture extérieure de l'immeuble, ce qui aurait facilité plusieurs cambriolages dans les lieux qui lui sont loués.

Je ne puis que vous laisser le soin de donner à la réclamation de M. MATS la suite que vous jugerez convenable, en vous priant, toutefois, de me tenir au courant.

Il est, en effet, possible que malgré la situation des locaux loués dans les emprises du Chemin de Fer, un dossier de dommages de guerre soit susceptible d'être déposé, dans l'avenir.

Une telle possibilité découle, d'ailleurs, d'une lettre en date du 26 mars 1947, de M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme à M. le Directeur Général et de laquelle il ressort que, "seuls les bâtiments, matériels et installations servant à l'exploitation du service public du Chemin de fer, ne peuvent ouvrir droit au concours financier de l'Etat, mais qu'au contraire, les différents autres biens de la S.N.C.F. seront reconstitués dans les conditions prévues par la loi du 28 octobre 1946, sur les dommages de guerre".

Cependant, dans l'état actuel de la question, qui a donné naissance à une controverse non encore solutionnée, entre les Services du M.R.U. et le Ministère des Travaux Publics et des Transports, précisément au point de vue de l'application de la loi sus-visée au domaine public du Chemin de Fer, il convient d'attendre, pour la constitution d'un dossier de dommages, l'accord qui ne peut manquer d'intervenir plus ou moins prochainement, sur le point de principe ainsi soulevé.

Je ne manquerai pas, d'ailleurs, de mon côté, de vous faire part de la décision qui sera prise à cet égard.

Le Chef de la Subdivision  
des Travaux et Approvisionnements,  
" ISTRIA "

VEN.va.1.

Copie à M. SANG.

pour examen, avis et m'adresser propositions, au plus tôt.

Paris, le 22 mai 1948.  
L'Ingénieur Principal de la Voie,

*Il faut dire que  
la mat. se gèle  
à l'auto*

*A*

*(M. Guigueret)*

*1000 10 1000  
25/4  
100*

*Amey*



Dommages de guerre  
8 impasse des Pines  
à Creil  
Location Mats

Creil le 26/11/49  
Monsieur l'ingénieur pp  
(de Lalaye)

Je vous adresse un dossier relatif aux  
dommages de guerre, 8 impasse des  
Pines à Creil.

L'immeuble appartient à la SNCF.  
Il est loué à M. Mats et a été  
sinistré pendant la guerre.

Le dossier de dommages de guerre  
a été établi en son temps par  
M. Regnaud architecte agréé des  
MRU pour le compte de la SNCF.

M. Mats votre locataire a réglé  
directement les entrepreneurs  
chargés par M. Regnaud des travaux  
pour une somme de 68 320.

D'après les renseignements que

9 J'ai obtenu, le MRU sur  
le vu des factures à lui adressées,  
par M. Regnaud a remboursé la  
SVCF.

1  
M. Mats demande à son tour à  
être remboursé par la SVCF.

Le dossier ci joint reprend la copie  
des diverses correspondances échangées  
entre M. Mats, les entrepreneurs,  
l'architecte, ainsi que la copie  
des factures réglées, pour vous  
permettre de suivre l'affaire.

Regnaud

D

Transmis à Monsieur Istria, pour  
la suite à donner, si la SVCF a été indemnisée  
pour ces honoraires.

Paris le 21/12/49  
L'Ingénieur Principal de la Vole

M

D

PRODUITS MÉTALLURGIQUES  
**ÉTABLISSEMENTS L. MATS**

S.A.R.L. CAPITAL 15.000.000 DE FRANCS

EXPLOITANT DE LA MAISON LUCIEN MATS

BUREAUX : 21<sup>BIS</sup> RUE DE CHATEAUDUN - PARIS - IX<sup>E</sup>

TÉL. TRUDAINE 21.12

TÉLÉGR. MATSMETO-PARIS

CHANTIER ET MAGASIN  
8, Impasse des Pierres

**CREIL (OISE)**

TÉLÉPH. 234

REG. DU COM. SENLIS 12.447

CHÈQUES POSTAUX PARIS C.C. 571610

RÉP. PRODUCTEURS OISE N° 383

N.R. 59.425/LM/FB

DOMMAGES de GUERRE

**S N C F**

Usine Sulpice

CREIL ~~PARIS~~, Le

21 Novembre 1949.

Monsieur S A N G

Ingénieur - Chef de Section

**S N C F**

à CREIL

E.P. = 8570004

Monsieur,

Comme suite à notre dernière entrevue, je vous adresse ci-inclus les duplicatums des lettres, ainsi que les envois de factures concernant des travaux que j'ai dû faire effectuer et payer, pour compte S N C F, à l'immeuble 8, Impasse des Pierres et compris dans les dommages déclarés par la S N C F.

Vous verrez que j'avais réclamé à Monsieur REGNAULT, votre Architecte à CHANTILLY, depuis un certain temps déjà ; qu'il m'a confirmé que toutes ces factures avaient été remises au M R U et très sûrement déjà réglées.

J'espère, en conséquence, que vous ferez le nécessaire pour que ce remboursement me soit fait assez rapidement l'ayant déjà, comme vous le verrez, réclamé à Monsieur REGNAULT.

Je profite de l'occasion qui m'est offerte pour vous demander la réfection de mon petit garage, également en partie détruit, et que j'avais fait construire avant guerre ; ces dommages ont dû également être relevés par Monsieur REGNAULT, je les ai toujours laissé comprendre dans les dommages de la S N C F.

Avec mes bien sincères remerciements, je vous prie de croire, Monsieur l'Ingénieur, à l'assurance de mes sentiments distingués.



1  
Monsieur LALOUETTE  
6bis, Rue Marcel Deneux  
NOGENT-sur-OISE

Nogent-sur-Oise, le 2 Décembre 1947.

Monsieur M A T S  
8, Impasse des Pierres  
C R E I L

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous rappeler  
qu'une somme de :

1.742 frs.

reliquet de ma facture N° 2.387 du 15 Février 1947 pour  
démontage, remontage, modification de votre installa-  
tion passage des pierres ne m'a pas été réglés.

Pour me permettre d'apurer le solde  
de mes comptes débiteurs, je vous prie de vouloir bien  
régler le plus tôt possible soit en espèces, soit  
par chèque.

Avec mes remerciements, veuillez  
agréer, Monsieur, mes salutations empressées.

Etablissements L. MATS  
8, Impasse des Pierres

CREIL

2  
Creil, le 8 Décembre 1947.

N.R. 57.457/FB/LM

Monsieur LALOUETTE  
6bis, Rue Marcel Deneux  
NOGENT-sur-OISE

Monsieur,

Comme suite à votre lettre relative  
à votre facture du 15/2/47 pour apurer vos comptes,  
je fais régler par notre bureau de PARIS le solde soit  
1.742 frs.

Mais pour me permettre de me faire  
rembourser par le M.R.U. et la S N C F pour dommage de  
guerre, Monsieur REGNAULT, Architecte de la S N C F  
à CHANTILLY, vous avait demandé de faire votre facture  
au mètre, facture qu'il n'a toujours pas reçue.

Il me serait agréable que vous la  
fassiez envoyer à REGNAULT le plus rapidement possible.

Avec mes remerciements, je vous  
présente, Monsieur, mes salutations empressées.

Etablissements L. MATS

8, Impasse des Pierres

CREIL

11 Décembre 1947.

3

N° 63.311

LM/LJ

Service Commercial

Monsieur REGNAULT

Architecte

Rue du Connétable

CHANTILLY - Oise

Monsieur,

M. LALQUETTE, chauffage central à NOGENT sur OISE, me réclame le solde, soit 1.742 frs. de la facture que je vous avais remise pour travaux effectués à l'immeuble de la S N C F à CREIL, facture que je vous avais confiée pour remboursement par le M.R.U.

20.000 Cette facture s'élevait à frs. 21.742.-- sur laquelle un acompte de 2.000 frs. avait été versé.

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir me faire connaître si vous êtes d'accord pour que je puisse le régler définitivement à M. LA LOUETTE, ou s'il faut attendre votre vérification.

J'ai d'autre part, confirmé à M. LALQUETTE de vous envoyer de plus rapidement possible la facture au metre comme vous l'avez d'ailleurs demandé, et je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'en informer dès que vous l'aurez reçue.

Avec mes remerciements, je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations empressées.



P. REGNAULT  
Architecte

Chantilly, le 18 Décembre 1947.  
79, Rue du Connétable  
Téléphone 591

PR/AM/

Monsieur M A T S  
8, Impasse des Pierres  
CREIL - Oise

Monsieur,

En réponse à votre lettre concernant le solde du mémoire de Monsieur LALQUETTE, j'aimerais que vous fassiez dépendre le paiement de cette somme du dépôt de son mémoire détaillé comme je lui en ai demandé par lettre du 6 Septembre 1947.

Je crains que si vous n'en faites le solde je ne pourrais obtenir ce mémoire qui m'est nécessaire pour le règlement des dommages de guerre.

Croyez, Monsieur, à mes sentiments  
dévoués.

Etablissements L. MATS

8, Impasse des Pierres

CREIL

Creil, le 20 Décembre 1947. 5

N.R. 57.476/FB

Monsieur LALOUETTE

6bis, Rue Marcel Deneux

NOGENT-sur-OISE

Cher Monsieur,

Monsieur REGNAULT, Architecte,  
réclame la facture de vos travaux du 8, Impasse des Pierres  
à CREIL, au mètre, comme précédemment demandé pour  
nous en faire régler par la S N C F.

Dès réception, je vous adresse le  
chèque pour solde.

Avec mes remerciements, je vous  
présente, Monsieur, mes salutations empressées.

6

Etablissements L. MATS

Le 10 Janvier 1943.

8, Impasse des Pierres

CREIL

Monsieur LA LOUETTE

Chauffage Central

NOGENT-sur-OISE

Monsieur,

Comme suite à votre lettre du 20 courant, Monsieur REGNAULT ne peut me faire rembourser par la S N C F au titre des dommages de guerre que si vous lui faites parvenir une autre facture au mètre.

Veuillez vous faire diligence le plus tôt possible pour lui permettre de présenter le dossier.

En cette attente, veuillez croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments distingués.



Etablissements L. MATS  
8, Impasse des Pierres  
CREIL

Creil, le 10 Janvier 1948.

Monsieur SILVERT

Serrurier

MOUY - Oise.

Monsieur,

Comme suite à ma demande précédente,  
Monsieur REGNAULT m'a de nouveau relancé pour obtenir de  
votre part une facture au mètre pour le travail que vous avez  
effectué à mon petit bureau de CREIL, pour lui permettre  
d'obtenir le remboursement de la S N C F au titre des  
dommages de guerre.

Je compte que vous pourrez établir  
cette facture tout prochainement et lui envoyer directement  
79, Avenue du Connétable à CHANTILLY.

Avec mes remerciements, je vous prie  
d'agréer, Monsieur, mes salutations empressées.

P.S. - Vous serez bien aimable de m'aviser quand vous lui ferez  
cet envoi.

Ets blissements L. MATS  
8, Impasse des Pierres

CREIL

Creil, le 8 Mai 1948.

Monsieur REGNAULT

Architecte  
Rue du Connétable

N.R. 57.854/LM/FB

CHANTILLY - Oise

Cher Monsieur,

Avez-vous des nouvelles concernant le remboursement par la S N C F des factures SILVERT et LALOUETTE. Ces travaux étant terminés depuis longtemps je pense qu'il ne doit pas y avoir de difficultés pour ces règlements.

Avez-vous également une solution de Monsieur GUERBER pour les peintures qui ne sont toujours pas faites.

Au plaisir de vos nouvelles, je vous présente, Cher Monsieur, mes salutations empressées.

Etablissements L. MATS

8, Impasse des Pierres

CREIL - Oise

Creil, le 11 Août 1948.

10

N.R. 58.111

S.N.C.F - Usine  
Impasse des Pierres

Monsieur REGNAULT

Architecte

79, Rue du Connétable

CHANTILLY - Oise

Monsieur,

Le 21 Avril dernier, je vous ai demandé de faire activer la peinture de la maison, 8, Impasse des Pierres à CREIL.

Voici la fin de l'été et rien n'est encore fait.

D'autre part, je désire être remboursé par la S N C F des avances faites au titre dommages de guerre des factures LALOUETTE et SILVERT. La S N C F a certainement déjà dû toucher les avances normales que l'Etat rembourse sur des travaux commencés ou terminés.

En attente de vous lire, je vous présente, Monsieur, mes salutations empressées.



Monsieur Lestria

Transmis, suite à mon  
envoi du 9/12/49, en le priant de  
vouloir bien me indiquer pour A  
l'ingénieur Principal de la Voie

*[Signature]*

2 MAR 1950

D

Ceil le 28 février 1950

Monsieur l'ingénieur principal  
(Boisbrye)

Je vous ai adressé le 25/11/49 un  
dossier concernant les installations  
SVEF en gare de Ceil liées à  
le Mats (sinistre)

Ce dossier comportait les copies  
des factures acquittées par le Mats.  
et dont ce dernier demandait le  
remboursement par la SVEF.  
la SVEF de son côté ayant été  
remboursée par le MRU.

le Mats lui réclamant la suite  
dernière à son affaire, voudriez vous  
m'indiquer ou en est le dossier pour  
renseigner l'intéressé.

*[Signature]*

Etablissements L. MATS  
8, Impasse des Pierres

Creil, le 17 Novembre 1948. 12

CREIL

(Oise)

N.R. 58.364/PD/FB

Monsieur REGNAULT

Architecte

79, Rue du Connétable

CHANTILLY - Oise

Monsieur,

Nous avons fait effectuer, avant l'exécution des travaux de peinture, la réinstallation de l'électricité dans les locaux que nous occupons, Rue des Pierres.

Cette réinstallation ayant été rendue nécessaire par les bombardements, et la facture étant donc à comprendre dans les dommages de guerre de la S N C F, nous vous adressons cette facture.

Le montant, soit huit mille cinq cent vingt huit francs (FRS. 8.528.--) a été réglé par nos soins à Monsieur LEGENDRE, 10, Rue Henri Pauguet à CREIL qui a exécuté ces travaux.

En vous priant de bien vouloir faire le nécessaire et vous en remerciant à l'avance, nous vous présentons, Monsieur, nos salutations empressées.

Etablissements L. MATS

Creil, le 23 Mars 1949. 13

8, Impasse des Pierres

CREIL

Monsieur REGNAULT

Architecte

79, Rue du Connétable

N.R. 58.738.PD

CHANTILLY - Oise

Monsieur,

Nous vous avons remis différentes factures concernant les travaux effectués pour la remise en état de l'immeuble de la S N C F que nous occupons et que vous avez portés en dommages de guerre.

Pensant que celle-ci a maintenant dû être remboursée par les Services de la Reconstitution, nous vous serions très obligés de bien vouloir faire le nécessaire pour que nous puissions, nous aussi, être remboursés, le montant des travaux que nous avons réglés, s'élevant à environ 68.000 frs.

En attente de vous lire à ce sujet et vous en remerciant à l'avance, nous vous présentons, Monsieur, nos salutations empressées.



MERCREDI

MAI

L M M J V S D

3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	

12

ST ACHILLE

MAI

133-233

④ 4 H. 15 - 19 H. 20

LUNE

③ LE 16 ⑤ LE 23

- 9 4 8

les architectes  
 dépendant de  
 l'ICA n'est-il pas  
 de règle d'écrire  
 dans le convent  
 de l'ICA ?

Q

153

Copie à VB.N.I - comme suite à sa lettre du 13 mai dernier à M. ROUSSEL - et pour le tenir au courant, en lui laissant le soin, s'il le jugeait utile, de faire une réponse d'attente à M. MATS.

VB.N.vt.D  
CREIL

-----  
Occupation Mats  
-----

Monsieur,

Ainsi que vous le savez, M. MATS, locataire d'un immeuble sis à Creil, 8 Impasse des Pierres, nous a demandé le remboursement d'une somme de 68.320 francs qu'il a réglée pour la remise en état d'une partie de cet immeuble, endommagé par faits de guerre.

Nous sommes, évidemment, disposés à examiner cette demande, bien que, jusqu'à ce jour et contrairement à ce que suppose M. MATS, aucun dossier de dommages n'ait encore été déposé au M.R.U., ce que nous ne pouvions d'ailleurs faire en l'absence des pièces justificatives habituelles.

En fait, je n'ai en ma possession, en ce qui concerne les travaux effectués par le locataire, qu'un relevé de factures qu'il m'a transmis et indiquant bien, au total, la somme de 68.320 francs sus-visée, s'appliquant à des règlements faits aux Entreprises : SYLVERT (serrurerie - 38.050 F) - LAQUETTE (chauffage central - 21.742 F) - et LEGENDRE (électricité - 8.528 F).

Mais, précisément, de la correspondance que vous avez échangée avec M. MATS et qui m'a été communiquée par celui-ci, il résulterait qu'un tel dossier aurait été établi par vos soins et remis à l'un des Services de la Région (1er Arrondissement - votre lettre du 10 mai 1948) ou (Comptabilité - votre lettre du 12 avril 1949).

Plus récemment, dans la lettre que vous avez adressée le 23 mars dernier, à notre Section de Creil, vous avez une fois de plus la remise "au Service Comptabilité" dossier qui comprenait les pièces suivantes :

Monsieur REGNAULT  
Architecte  
79, Rue du Connétable  
CHANTILLY  
(Oise)

Marché, par entente directe entre la S.N.C.F. et le M.R.U. devis descriptif, devis estimatif, facture des travaux lesquels se sont élevés au total à 892.500 francs, décompte général et définitif et réception définitive.

Vous ajoutiez que le dossier était constitué comme les précédents, dont je n'ai pas davantage connaissance et qui avaient servi au remboursement des travaux effectués aux logements d'agents, Impasse des Pierres, pour lesquels la S.N.C.F. s'était préoccupée des démarches à faire auprès du M.R.U.

Les recherches faites par les Services que vous indiquez aussi bien que par le 1er Arrondissement de l'Exploitation qui suit la location consentie à M. MATS, sont demeurées sans résultat et, de son côté, la Section des Domages de guerre à laquelle ces pièces auraient été certainement transmises n'a pas davantage été saisie.

Je vous serais très obligé, dans ces conditions, de vouloir bien me faire connaître, à l'aide des documents sans doute encore en votre possession ou selon vos souvenirs, l'adresse à laquelle cette remise a été effectuée.

Peut-être pourriez-vous même, à défaut de précisions sur ce point, me faire parvenir un double du dossier en question qui probablement a été dressé en plusieurs exemplaires.

Nous pourrions, de cette façon, prendre parti en ce qui concerne le règlement à M. MATS de la somme de 69.320 francs par lui réclamée et que nous supposons exacte.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.



Paris, le 8 Juin 1950.

V.B.N. v.E.D.

Copie à V.E.D.

Copie à M. le Chef du 1<sup>er</sup>

Arrondissement V.B. (Note à la suite).

Creil.

Occupation Mats.

Monsieur Regnault.  
Architecte.

79. Rue du Connétable.  
à Chantilly. (Oise).

Ainsi que vous le savez, M. Mats, locataire d'un immeuble sis à Creil, 8, Impasse des Pierres, nous a demandé le remboursement d'une somme de 68.320 francs, qu'il a réglée pour la remise en état d'une partie de cet immeuble, endommagé par faits de guerre.

Nous sommes, évidemment, disposés à examiner cette demande, bien que, jusqu'à ce jour et contrairement à ce que suppose M. Mats, aucun dossier de dommages n'ait encore été déposé au M.R.U., ce que nous ne pouvions d'ailleurs faire, en l'absence des pièces justificatives habituelles.

En fait, je n'ai en ma possession, en ce qui concerne les travaux effectués par le locataire, qu'un relevé de factures qu'il m'a transmis et indiquant bien, au total, la somme de 68.320 francs sus-  
visés, s'appliquant à des règlements faits aux entreprises: Sylvert. (serrurerie - 38.050 frs), Lalouette. (Chauffage Central - 21.742 frs) et Legendre. (électricité - 8.528 frs).

Mais, précisément, de la correspondance que vous avez échangée avec M. Mats et qui ne m'a été communiquée par celui-ci, il résulterait qu'un tel dossier aurait été établi par vos soins et remis à l'un des Services de la Région. (1<sup>er</sup> Arrondissement, votre lettre du 10 Mai 1948) ou Comptabilité, votre lettre du 12 Avril 1949).

Plus récemment, dans la lettre en  
vous avez adressée, le 23 Mars dernier, à  
notre Section de Creil, vous confirmez, une  
fois de plus, la remise au Service Comptabi-  
lité de ce Dossier qui comprenait les  
pièces suivantes :

marché, par entente directe entre la  
S. N. C. F. et le M. R. U., devis descriptif,  
devis estimatif, facture des travaux, lesquels  
se sont élevés au total à 892.500 francs,  
récompte général et définitif et réception  
définitive.

Vous ajoutiez que le Dossier était  
constitué comme les précédents, dont je n'ai  
pas davantage connaissance et qui avaient  
servi au remboursement des travaux effectués  
aux logements d'Agents, Imposés des Pierres,  
pour lesquels la S. N. C. F. s'était préoccupée  
des démarches à faire auprès du M. R. U.

Les recherches faites par les Services  
en vous indiquiez, aussi bien que par le  
1<sup>er</sup> Arrondissement de l'Exploitation, qui  
suit la location consentie à M. Mats, sont  
devenues sans résultat et, de son côté, la  
Section des Domaines de guerre, à Laluelle  
ces pièces auraient été certainement transmises  
n'a pas davantage été saisie.

Je vous serais très obligé, dans ces  
conditions, de vouloir bien me faire connaître,  
à l'aide des documents sans doute encore en  
votre possession ou, selon vos souvenirs,

l'adresse à Laluelle cette remise a été effectuée.  
Peut-être pourriez-vous même, à défaut  
de précisions sur ce point, me faire parvenir  
un double du Dossier en question lui, probable-  
ment, a été dressé en plusieurs exemplaires.

Nous pourrions, de cette façon, prendre  
parti, en ce qui concerne le règlement, à M.  
Mats, de la somme de 68.320 francs par  
lui réclamée et que nous supposons exacte.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de  
ma considération très distinguée.

Copie à M. le Chef du 1<sup>er</sup> Arrondissement V.B.  
Comme suite à ma lettre du 13 mai dernier, à M. Roussel - et pour le  
tenir au courant, en lui faisant la voir, s'il le jugeait utile, de faire  
une réponse d'attente à M. Mats.

L

Mats

# PROJET

Paris, 8.

Mars 1950.

VB.N. V.E.D.

1 copie pour D.G.

Creil.

Location Mats.

Monsieur Regnault.

Architecte.

79, Rue du Cométable.

à Chantilly. (Oise).

Monsieur,

Monsieur Mats, locataire d'un immeuble sis à Creil, 8, Impasse des Pierres, nous réclame le remboursement d'une somme de 68.320 francs, réglée par lui pour frais de remise en état d'une partie de cet immeuble, endommagé par faits de guerre.

Nous sommes, évidemment, disposés à examiner cette demande, bien que, jusqu'à ce jour et contrairement à ce que suppose M. Mats, aucun dossier n'ait été encore déposé au M. R. U., - dépôt que nous ne pourrions d'ailleurs effectuer, en l'absence des pièces constitutives habituelles.

Mais précisément, de la correspondance que nous avez échangée avec M. Mats et lui en a été communiquée par celui-ci, il résulte qu'un tel dossier aurait été établi et remis, par vos soins, à l'un des Services de la Région - (1<sup>er</sup> Arrondissement V.B. - votre lettre du 10 Mai 1948, au Service de la Comptabilité V.B. vos lettres des 12 Avril 1949 et 23 Mars dernier).

Les recherches faites auprès de ces Services n'ont donné aucun résultat et, de son côté, votre Section des Domages de Guerre, à laquelle ces pièces auraient dû finalement parvenir, n'a pas non plus été saisie.

Je vous serais très obligé, dans ces conditions, de bien vouloir, à l'aide des documents sans doute encore en votre possession, me faire connaître à quelle date et surtout à quelle adresse, cette remise a été

*cette lettre n'a pas été capitalisée - Traité dommages de guerre - le jour même.*



effectuées.

Par ailleurs, peut-être vous serait-il possible, à défaut de précisions sur ce point, de m'adresser un double du dossier, que vous avez probablement établi en plusieurs exemplaires et que vous aurez, par la suite à avaliser, puisque vous avez été agréé par le M. R. U. et la Région.

Nous pourrions, ainsi, utilement prendre parti sur le règlement, à M. Mats, de la somme de 68.320 francs par lui réclamée et que nous supposons exacte.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

*[Signature]*

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD — SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS — 18, RUE DE DUNKERQUE PARIS-10<sup>e</sup>

Tél. TRUdaine 99-40 et 97-90

R. C. Seine 276.448 B

Réponse à la lettre N°

Référence à rappeler :

A ..... le ..... 19

**VB.N.vt D**

**CREIL**

**Location MATS**

Monsieur **RENNAULT**,  
Architecte  
79, rue du Connétable  
CHANTILLY (Oise)

Monsieur,

M. MATS, locataire d'un immeuble sis à Creil, 8 Impasse des Pierres, nous réclame le remboursement d'une somme de 68.320 f., réglée par lui pour frais de remise en état d'une partie de cet immeuble, endommagé par faits de guerre.

Nous sommes, évidemment, disposés à examiner cette demande, bien que, jusqu'à ce jour et contrairement à ce que suppose M. Mats, aucun dossier n'ait été encore déposé au M.R.U., dépôt que nous ne pouvions d'ailleurs effectuer en l'absence des pièces constitutives habituelles.

Mais précisément, de la correspondance que vous avez échangée avec M. Mats et qui m'a été communiquée par celui-ci, il résulte qu'un tel dossier aurait été établi et remis par vos soins à l'un des Services de la Région (1<sup>er</sup> Arrondissement V.B. - votre lettre du 10 mai 1948, ou Service de la Comptabilité V.B., vos lettres des 12 avril 1949 et 23 mars dernier).

Les recherches faites auprès de ces Services n'ont donné aucun résultat et, de son côté, notre Section des Dommages de Guerre, à laquelle ces pièces auraient dû finalement parvenir n'a pas non plus été saisie.

Je vous serais très obligé, dans ces conditions, de bien vouloir, à l'aide des documents, sans doute encore en votre possession, me faire connaître à quelle date et surtout à quelle adresse, cette remise a été effectuée.

Par ailleurs, peut-être vous serait-il possible, à défaut de précisions sur ce point, de m'adresser un double du dossier, que vous avez probablement établi en plusieurs exemplaires et que vous aurez, par la suite, à avaliser, puisque vous avez été agréé par le M.R.U. et la Région.

Nous pourrions, ainsi utilement, prendre parti sur le règlement à M. Mats de la somme de 68.320 f. par lui réclamée et que nous supposons exacte.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

VB.N.vt D

CREIL

Location MATS

Monsieur REGNAULT,  
Architecte  
79, rue du Connétable  
CHANTILLY (Oise)

Monsieur,

M. MATS, locataire d'un immeuble sis à Creil, 8 Impasse des Pierres, nous réclame le remboursement d'une somme de 68.320 f., réglée par lui pour frais de remise en état d'une partie de cet immeuble, endommagé par faits de guerre.

Nous sommes, évidemment, disposés à examiner cette demande, bien que, jusqu'à ce jour et contrairement à ce que suppose M. Mats, aucun dossier n'ait été encore déposé au M.R.U., dépôt que nous ne pouvons d'ailleurs effectuer en l'absence des pièces constitutives habituelles.

Mais précisément, de la correspondance que vous avez échangée avec M. Mats et qui m'a été communiquée par celui-ci, il résulte qu'un tel dossier aurait été établi et remis par vos soins à l'un des Services de la Région (1<sup>er</sup> Arrondissement V.B. - votre lettre du 10 mai 1948, ou Service de la Comptabilité V.B., vos lettres des 12 avril 1949 et 23 mars dernier).

Les recherches faites auprès de ces Services n'ont donné aucun résultat et, de son côté, notre Section des Dommages de Guerre, à laquelle ces pièces auraient dû finalement parvenir n'a pas non plus été saisie.

Je vous serais très obligé, dans ces conditions, de bien vouloir, à l'aide des documents, sans doute encore en votre possession, me faire connaître à quelle date et surtout à quelle adresse, cette remise a été effectuée.

Par ailleurs, peut-être vous serait-il possible, à défaut de précisions sur ce point, de m'adresser un double du dossier, que vous avez probablement établi en plusieurs exemplaires et que vous aurez, par la suite, à évaluer, puisque vous avez été agréé par le M.R.U. et la Région.

Nous pourrions, ainsi utilement, prendre parti sur le règlement à M. Mats de la somme de 68.320 f. par lui réclamée et que nous supposons exacte.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.



Minute

VB.N.vt D

CREIL

Location MATS

Monsieur REGNAULT,  
Architecte  
79, rue du Connétable  
CHANTILLY (Oise)

Monsieur,

M. MATS, locataire d'un immeuble sis à Creil, 8 Impasse des Pierres, nous réclame le remboursement d'une somme de 68.320 f., réglée par lui pour frais de remise en état d'une partie de cet immeuble, endommagé par faits de guerre.

Nous sommes, évidemment, disposés à examiner cette demande, bien que, jusqu'à ce jour et contrairement à ce que suppose M. Mats, aucun dossier n'ait été encore déposé au M.R.U., dépôt que nous ne pouvons d'ailleurs effectuer en l'absence des pièces constitutives habituelles.

Mais précisément, de la correspondance que vous avez échangée avec M. Mats et qui m'a été communiquée par celui-ci, il résulte qu'un tel dossier aurait été établi et remis par vos soins à l'un des Services de la Région (1<sup>er</sup> Arrondissement V.B. - votre lettre du 10 mai 1948, ou Service de la Comptabilité I.B., vos lettres des 12 avril 1949 et 23 mars dernier).

Les recherches faites auprès de ces Services n'ont donné aucun résultat et, de son côté, notre Section des Dommages de Guerre, à laquelle ces pièces auraient dû finalement parvenir n'a pas non plus été saisie.

Je vous serais très obligé, dans ces conditions, de bien vouloir, à l'aide des documents, sans doute encore en votre possession, me faire connaître à quelle date et surtout à quelle adresse, cette remise a été effectuée.

Par ailleurs, peut-être vous serait-il possible, à défaut de précisions sur ce point, de m'adresser un double du dossier, que vous avez probablement établi en plusieurs exemplaires et que vous sarez, par la suite, à évaluer, puisque vous avez été agréé par le M.R.U. et la Région.

Nous pourrions, ainsi utilement, prendre parti sur le règlement à M. Mats de la somme de 68.320 f. par lui réclame et que nous supposons exacte.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Paris, le 14.1.50 -

*M. Regnault*

Minute

VB.N.vt D

CREIL

Location  
MATSMonsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité V.B.,

L'immeuble sis à Creil, 8, Impasse des Pierres (ancienne usine Sulpice), loué à la Société des Etablissements Mats, a été endommagé par faits de guerre.

Des diverses pièces qui m'ont été transmises par le 1<sup>er</sup> Arrondissement V.B., il apparaît qu'une partie, tout au moins, des travaux nécessaires pour la remise en état des lieux ont été exécutés par M. Mats pour un montant de 68 320 Frs ayant fait l'objet des factures suivantes dont copie m'a été remise :

Entreprise SYLVERT, à MOUY, pour serrurerie (facture du 10 mars 1947) .....	38 050 <sup>f</sup>
Entreprise LALOUEITE, à NOGENT-sur-OISE, chauffage central (facture de février 1947) .....	21 742 <sup>f</sup>
Entreprise LEGENDRE, à CREIL, réinstallation de l'éclairage électrique dans les bureaux (facture du 17 mars 1948) ....	8 528 <sup>f</sup>

M. Mats nous demande aujourd'hui le remboursement de ces dépenses et, des éléments évidemment difficilement contrôlables du dossier en ma possession, il découlerait que la Région aurait été, elle-même, réglée de cette somme par le M.R.U sur présentation à cet organisme, par M. Regnault, Architecte à Chantilly, des factures susvisées.

M. Regnault a été admis par la Région au titre d'architecte privé et est aussi agréé par le M.R.U.

Afin de me permettre de faire examiner utilement la question, je vous demanderai de me faire savoir si les sommes ci-dessus nous ont bien été effectivement versées.

J'ajoute qu'aucun dossier n'a été, jusqu'à présent, remis par la Section des Dommages de Guerre à la délégation départementale de l'Oise, appelée à en connaître.

Je ne possède encore aucun document certain pour ce faire et, d'ailleurs, un tel dépôt ne pourra être éventuellement envisagé qu'après la mise au point qu'impose la réclamation de M. Mats.

Par ailleurs, il est à remarquer que M. Mats avait été autorisé par la

...

Région, mais à ses risques et périls, à prendre toutes mesures conservatoires utiles pour la protection de son matériel et le fonctionnement de son commerce, sans obligation pour nous de lui rembourser le montant des travaux qu'il pouvait être amené à faire effectuer à ce titre.

Mais, il est évident que si la S.N.C.F. a, comme le suppose M. Mats, obtenu le règlement du coût de la remise en état par lui effectuée, une telle question semblerait devoir faire l'objet d'un nouvel examen et d'une décision définitive, car le principe de non-intervention que nous opposons à l'époque était surtout, semble-t-il, basé sur l'incertitude dans laquelle nous nous trouvions alors de voir les chemins de fer d'intérêt général admis ou écartés de la législation en matière de dommages de guerre.

Or, il n'en est plus exactement de même actuellement.

Le Chef de la Division  
du Service Général de la Voie

*[Signature]*

*[Signature]*



EX.No.g3 B n°49.817.

PARIS, le 9 avril 1948.

Objet: CREIL.  
Occupation par M.MATS.

Monsieur le Chef de la Division  
des Etudes VB.

Suivant acte du 27 octobre 1934 et avenants des 17 juin 1936 et 30 mai 1938 nous avons autorisé M.MATS à occuper l'ancienne usine Sulpice installée dans les emprises de la gare de Creil.

-1-  
Or, cette usine a été sinistrée durant la guerre et M.MATS, à qui nous venons de réclamer le loyer intégral prévu à son traité après lui avoir com-  
senti une réduction de 75% durant plusieurs années, pour tenir compte des dommages subis par les bâtiments mis à sa disposition, nous rappelle que la situation des dits bâtiments est inchangée; aucune remise en état n'ayant été effectuée.

M.MATS nous signale notamment par lettre dont copie ci-jointe que par suite de mauvais état des dispositifs de clôture, il a subi plusieurs cambriolages.

Je vous serais obligé de donner des instructions utiles pour que les travaux de remise en état soient entrepris dès que possible et de me renseigner sur la date approximative d'exécution.

P/L'Ingénieur en Chef,  
Chef de la Division des Etudes EX.

.....

21 avril 1948.

VBN.dg.

Transmis à Monsieur ISTRIA,  
(Dommages de guerre)  
qui a traité jusqu'ici cette affaire d'accord avec  
la Section du Domaine.

Le Chef de la Subdivision  
des Etudes Générales,  
" POINTIN "

COPIE.

-----  
Etablissements L.MATS.  
-----

21bis, rue de Chateaudun  
à PARIS ( 96 ).

Chantier et magasin-8 Impasse  
des Pierres à Creil (Oise).

-----  
N.R. 57.723 LM/FB  
-----

CREIL, le 30 mars 1948.

Monsieur PIERSON,  
Ingénieur en Chef des Etudes-Cie des  
Chemins de Fer du Nord,  
18, rue de Dunkerque, PARIS (106)

Monsieur,

Vous m'avez fait parvenir par le gare de Creil une  
quittance de loyer de 10.650frs que j'ai payée comme  
d'habitude sans discussion, pour la période du 1er septem-  
bre 1947 au 31 mai 1948.

Cette quittance semble présenter le loyer sans te-  
nir compte de la position sinistrée de votre immeuble. Je  
dois vous signaler que beaucoup de travaux de cet immeu-  
ble n'ont pas été refaits.

Sans tenir compte du hall qui était sinistré en  
partie et pour lequel j'étais d'accord avec vous pour  
qu'il ne soit pas reconstruit tel qu'il était, mon chan-  
tier n'est que très mal clôturé et pour vous fixer à ce  
sujet, j'ai été cambriolé quatre fois dont la dernière,  
il y a deux semaines. Le mauvais état de la clôture ex-  
térieure, causé par les bombardements, permet d'entrer  
sans aucune difficulté dans mon établissement.

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir  
me fixer sur le loyer que vous m'avez demandé étant donné  
que j'ignore le taux auquel vous l'avez évalué.

En attente de vous lire, je vous présente, Monsieur,  
mes salutations empressées.

S.L.MATS .

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

DIVISION DES ÉTUDES EX. NORD — 95, RUE DE MAUBEUGE PARIS-X<sup>e</sup> 4-48

Tél. : TRUdaine 99-40, à 99-43 Inter 33

Adm. Télégr. NAEERNORD

V/réf. :

N/réf. EX. Ne 63B n° 49.817

Objet : CREIL

Paris, le

9 AVRIL 1948

Occupation par M. MATS

Monsieur le Chef de la Division  
des Etudes V.B.

vv	ds	gp	s1
vt	de	gc	s2
dh	db	gd	s3
do	dc		

Suivant acte du 27 octobre 1934 et avenants des 17 juin 1936 et 30 mai 1938 nous avons autorisé M. MATS à occuper l'ancienne usine Gulpice installée dans les emprises de la gare de Creil.

Or, cette usine a été sinistrée durant la guerre et M. MATS, à qui nous venons de réclamer le loyer intégral prévu à son traité après lui avoir consenti une réduction de 75% durant plusieurs années, pour tenir compte des dommages subis par les bâtiments mis à sa disposition, nous rappelle que la situation des dits bâtiments est inchangée: aucune remise en état n'ayant été effectuée.

M. MATS nous signale notamment par lettre dont copie ci-jointe que par suite du mauvais état des dispositifs de clôture il a subi plusieurs cambriolages.

Je vous serais obligé de donner les instructions utiles pour que les travaux de remise en état soient entrepris dès que possible et de me renseigner sur la date approximative d'exécution.

L'Ingénieur en Chef  
Chef de la Division  
des Etudes EX.,

*Transmis à Monsieur Istria  
(Dommages de guerre)  
qui a traité jusqu'ici cette  
affaire d'accord avec la section  
du Domaine*

Le Chef de la Subdivision

des Etudes G.V.

22 AVR. 1948



VB/N vtd

CreilLocation Mats

MINUTE

PARIS, le

11 MAI 1948

Monsieur le Chef du 1er Arrondissement VB  
à PARIS

La Subdivision des Etudes Générales V.B. me transmet une lettre qui lui a été adressée par la Division des Etudes Ex., relativement à l'autorisation accordée à M. Mats, d'occuper l'ancienne usine Sulpice, installée dans les emprises de la Gare de Creil et sinistrée au cours des hostilités.

A cette lettre était jointe copie de celle que, de son côté, M. Mats a fait parvenir à la Division des Etudes Ex.

Vous trouverez sous ce pli, copie de la correspondance ainsi échangée.

Ainsi que vous le verrez, M. Mats, en posant une question qui ne peut que nous échapper, en ce qui concerne la reprise de la perception du loyer à son taux normal, nous signale le mauvais état de la clôture extérieure de l'immeuble, ce qui aurait facilité plusieurs cambriolages dans les lieux qui lui sont loués.

- 2 -

Je ne puis que vous laisser le soin de donner à la réclamation de M. Mats la suite que vous jugerez convenable, en vous priant, toutefois, de me tenir au courant.

Il est, en effet, possible que malgré la situation des locaux loués dans les emprises du Chemin de fer, un dossier de dommages de guerre soit susceptible d'être déposé, dans l'avenir.

Une telle possibilité découle, d'ailleurs, d'une lettre en date du 26 mars 1947, de M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, à M. le Directeur Général et de laquelle il ressort que, "seuls les bâtiments, matériels et installations servant à l'exploitation du service public du Chemin de Fer, ne peuvent ouvrir droit au concours financier de l'Etat, mais qu'au contraire, les différents autres biens de la S.N.C.F. seront reconstitués dans les conditions prévues par la loi du 28 octobre 1946, sur les dommages de guerre".

Cependant, dans l'état actuel de la question, qui a donné naissance à une controverse non encore solutionnée, entre les Services du M.R.U. et le Ministère des Travaux Publics et des Transports, précisément au point de vue de l'applicabilité de la

loi susvisée au domaine public du Chemin de Fer, il convient d'attendre, pour la constitution d'un dossier de dommages, l'accord qui ne peut manquer d'intervenir plus ou moins prochainement, sur le point de principe ainsi soulevé.

Je ne manquerai pas, d'ailleurs, de mon côté, de vous faire part de la décision qui sera prise à cet égard.

(Le Chef de la Subdivision  
des Travaux et Approvisionnements)

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized, cursive script that appears to be 'D. H.' or similar, written over the typed name.

COPIE

31 juillet 1945

S.N.C.F.	
20 AOUT 1945	
R	1030
607	55

EX. No g3B  
50.963

Monsieur,

Par lettre du 25 mai dernier, adressée à M.le Chef de la Division de l'Entretien, vous avez demandé la réfection de l'immeuble S.N.C.F. que vous occupez à CREIL et qui a été en partie détruit au cours des bombardements.

J'ai le regret de vous informer qu'en raison de l'incertitude dans laquelle nous nous trouvons actuellement au point de vue financier et en attendant la promulgation des textes spéciaux qui doivent régler les modalités de reconstruction des installations ferroviaires, la S.N.C.F. ne peut que vous autoriser, à vos risques et périls, à prendre les mesures conservatoires nécessaires à la protection de votre matériel et au fonctionnement de votre commerce. Mais nous ne pouvons faire plus et il reste entendu en outre que les dépenses correspondantes ne pourront vous être ultérieurement remboursées.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ingénieur en Chef,  
Chef de la Division des Etudes EX  
PIERSON

Monsieur MATS, Impasse des Pierres  
CREIL (Oise)





# PRODUITS MÉTALLURGIQUES

## LUCIEN MATS

### VIEUX MÉTAUX

#### FERRAILLES

POUR ACIÉRIES, LAMINOIRS  
HAUTS-FOURNEAUX, FONDERIES

#### DÉMOLITION D'USINES

FERRAILLES  
ET MATÉRIEL D'OCCASION

#### ESSUYAGES

LESSIVES POUR MACHINES  
EN BALLES DE 100 K.  
EN PAQUETS DE 10 K.

8, IMPASSE DES PIERRES

CREIL (OISE)

Le 25 Mai 1945

TÉLÉPHONE N° 234 CREIL

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE:

TÉLÉPHONE-MATS-MÉTAUX-CREIL

REG. DU COMMERCE - SENLIS 9394

CHÈQUES POSTAUX PARIS C.C. 209-21

RÉP. PRODUCTEURS OISE N° 383

Monsieur DEMAUX  
Ingénieur en Chef  
Direction de l'Entretien  
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
18, rue de Dunkerque

V.R.

N.R. 52486 LM/JF

à rappeler dans la réponse  
Service Commercial.



Monsieur,

Je suis locataire à CREIL d'un immeuble industriel, 8, Impasse des Pierres qui a été en partie sinistrée par les bombardements de 1940 & 1944.

Je suis assez gros client de la S.N.C.F. en tant que négociant en ferrailles et je traite également des marchés avec la S.N.C.F. pour le découpage de wagons et de matériel démolé par les bombardements. J'ai exécuté les travaux de la gare de CREIL et du PETIT THERAIN.

Mes bureaux sont presque inhabitables je les ai réparés avec des planches et nous ne pouvons pas continuer à rester dans de telles conditions.

Je dois également habiter à l'extérieur, mon appartement étant complètement détérioré.

Aucun travaux n'ont été effectués depuis Septembre 1944, j'ai même demandé la réfection des W.C. pour mon personnel employé et je n'ai pu, depuis 8 mois, obtenir satisfaction.

Je vous serais très obligé de bien vouloir me faire connaître quand vous envisagez la réfection de cet immeuble, ce qui me permettra de ramener également

Les marchandises même vendues franco voyagent aux risques et périls du destinataire. Les envois faits par le vendeur avec mes lettres de voiture ne constituent pas une agération de la marchandise. Mes règlements ont lieu à 30 jours fin de mois le 10 suivant. Sauf stipulation contraire, mes règlements ont lieu à 30 jours fin de mois le 10 suivant. Traités payables CRÉDIT LYONNAIS à Creil. En cas de contestation le Tribunal de Commerce de Senlis sera seul compétent. Les wagons doivent être expédiés en gare de Creil sur embranchement particulier.

PIÈCES JOINTES

mon personnel de bureau actuellement à PARIS dans  
mes locaux de CREIL.

En attente de vous lire,

Je vous présente, Monsieur, mes empr essées  
salutations.

*L. Mats*

L. MATS

B.F.

lv 607/55

VB N° 10'

115.184

Creil

Location Mats

*Le document qui suit*

*présente*

*la liste des locaux*

8F.



Paris 7 Août 1945

ANNEXE



366 R  
VB.N. 8<sup>re</sup>  
115.184 D'

Monsieur Guerber 55

Creil  
Location Mats

Suite à votre lettre du 4 juin dernier me demandant mon avis en ce qui concerne la remise en état des bâtiments endommagés par faits de guerre, dont M<sup>r</sup> Mats est locataire à Creil (ancienne usine Sulpice)

2 annexes -

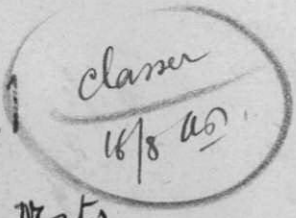
Je ne puis mieux faire que de vous remettre sous ce pli, copie de celle adressée le 31 écoulé par M<sup>r</sup> P. Chef de la Division des Etudes Ex à M. Mats au sujet de cette affaire.

Ci-joint, en retour, la lettre que vous m'avez communiquée.

Le Chef du Domaine.

Leillul

D  
VB.N. va. 1  
Creil  
Location Mats



En retour  
à Monsieur le Chef de  
la Division des Etudes  
pour le tenir au courant.

2 lettres dont  
une répertoriée  
LS. 607/55

14/8/45 16/8  
Le Chef de  
L'ingénieur de la Voie



COPIE à gc - pour le tenir au courant.

Paris, le 15 Mars 1950.

VB.N.vt<sup>D</sup>

GREIL

Location Mats

Monsieur le Chef de l'Arrondissement VB  
de PARIS,

Comme suite à la lettre du 26 février dernier de M. le Chef de Section à Greil, que vous m'avez transmise, veuillez trouver ci-joint copie de la lettre que j'ai adressée le 14 janvier à M. Roussel au sujet de cette affaire.

-1-

Seule, la Subdivision de la Comptabilité V.B. est à même de nous renseigner sur l'existence des règlements qui ont pu être effectués par le M.R.U. entre nos mains, au titre des travaux de remise en état exécutés directement par la Société des Etablissements Mats et qui, selon celle-ci, seraient intervenus sur le vu des factures présentées à la délégation départementale, par M. Regnault, architecte à Chantilly.

Dans l'état actuel de la question, il convient donc d'attendre la réponse de M. Roussel que je tiens, d'ailleurs, au courant par une copie de la présente lettre.

Le Chef de la Subdivision  
des Travaux et Approvisionnements

Signé: Poignant.

COPIE à gc - pour le tenir au courant.

Le Chef de la Subdivision  
des Travaux et Approvisionnements

*J. H. V. P. J. 24* Paris, le 15 Mars 1950.

VB.H.vt<sup>D</sup>

Minute

GREIL

Monsieur le Chef de l'Arrondissement VB  
de PARIS,

Location Mats

Comme suite à la lettre du 28 février dernier de M. le Chef de Section à Greil, que vous m'avez transmise, veuillez trouver ci-joint copie de la lettre que j'ai adressée le 14 janvier à M. Roussel au sujet de cette affaire.

-1-

Seule, la Subdivision de la Comptabilité V.B. est à même de nous renseigner sur l'existence des règlements qui ont pu être effectués par le M.R.U. entre nos mains, au titre des travaux de remise en état exécutés directement par la Société des Etablissements Mats et qui, selon celle-ci, seraient intervenus sur le vu des factures présentées à la délégation départementale, par M. Regnault, architecte à Chantilly.

Dans l'état actuel de la question, il convient donc d'attendre la réponse de M. Roussel que je tiens, d'ailleurs, au courant par une copie de la présente lettre.

PROJET

V.B.N.V.E.D.

Creil.

Location Mats.

1 Annexe.

Paris, le Mars 1950.

13/3  
1 copie pour V.E.D.  
1 copie pour M. Roussel.  
pour le tenir au courant.

Monsieur le Chef de  
l'Arrondissement V.B. à Paris.

Comme suite à la lettre du 28 Février  
dernier, de M. le Chef de Section à Creil,  
que vous m'avez transmise.  
~~Je ne puis mieux faire, pour vous~~  
~~tenir au courant, que de vous remettre~~  
~~copie de celle que j'ai adressée le 14~~  
~~janvier, à M. Roussel au~~  
~~si la comptabilité~~  
~~Il est évident que, seule la subdivision~~  
V.B., est à même de nous renseigner sur  
l'existence des règlements qui ont pu  
être effectués par le M.R.U. entre nos  
maires, au titre des travaux de remise en  
état exécutés directement par la Société  
des Etablissements Mats et qui, selon celle-  
ci, seraient intervenus sur le vu des  
factures présentées à la Délégation  
Départementale, par M. Regnault, Architecte  
à Chantilly.

Dans l'état actuel de la question, il  
convient donc d'attendre la réponse de  
M. Roussel que je tiens, d'ailleurs, au  
courant par une copie de la présente lettre.

f



Le mieux semblait  
de consulter M. Mats.  
(autres précisions).  
ou aussi bien de lui dire  
que nous n'avons rien.

Mais et par Annot.  
Exploitation 9  
Vu: 30.5.50. Rien

réparations dont pourrait bénéficier notre  
auteur.

Il sera donc possible, par cette voie <sup>d'administr</sup> l'action  
complémentaire,

Paris, le juin 1950.

VB.N.V.E.D.

Copie à M. le Chef du 1<sup>er</sup> Arrondisse-  
ment V.B. (Note à la suite).

Creil.

Occupation Mats.

Monsieur Regnault.

Architecte.

79, Rue du Comptable.

à Chantilly. (Oise).

Ainsi que vous le savez, M. Mats, locataire d'un immeuble sis à Creil, 8, Impasse des Pierres, nous a demandé de lui rembourser la somme de 68.320 francs, réglée par lui pour frais de remise en état d'une partie de cet immeuble, qui a été endommagé par faits de guerre.

Nous sommes, évidemment, disposés à examiner cette demande, bien que, jusqu'à ce jour et contrairement à ce que suppose M. Mats, aucun dossier de dommages n'ait ~~été~~ été déposé au M. R. U. - Dépôt que nous ne pourrions d'ailleurs effectuer, en l'absence des pièces justificatives habituelles et ce, bien qu'encre, il soit inutile.

D'ajouter qu'une telle question aurait, dès l'abord, fait l'objet d'un examen particulier, en présence des dispositions de l'article 10 de la loi du 28 Octobre 1946, visant, spécialement, les Chemins de Fer d'intérêt général.

En fait, je n'ai eu une possession, en ce qui concerne les travaux effectués à la demande du locataire, qu'un relevé de factures indiquant bien, au total, la somme de 68.320 francs sur-visée et s'appliquant à des règlements faits aux entreprises Sylvert. (terrasserie - 38.050 frs) - Calouette. (chauffage central - 21.762 frs) - et Legendre. (électricité - 8.528 frs) - Mais, précisément, dans la correspondance



que vous avez échangée avec M. Mats et  
lui n'a été communiquée par celui-ci, il  
résulterait qu'un tel dossier aurait été  
établi par vos soins à l'un des Services de  
la Région - (1<sup>er</sup> Arrondissement, - votre lettre du  
10 Mai 1948 - ou Comptabilité, - votre lettre du  
12 Avril 1949) -

Plus récemment, dans la lettre que vous  
avez adressée, le 23 Mars dernier, à M. le  
Chef de Section à Creil, vous confirmez, une  
fois de plus, la remise "au Service Comptabilité  
S.N.C.F." de ce dossier qui comprenait les  
pièces suivantes:

marché, par entente directe entre celle-ci  
et le M. R. U.

Devis descriptif, - devis estimatif, -  
factures des travaux qui se sont élevés à  
892.500 frs., - décompte général et définitif  
et réception définitive -

Vous ajoutiez que le dossier était  
constitué, comme les précédents, dont je n'ai  
pas davantage connaissance et qui avaient  
servi au remboursement des travaux effectués  
aux logements d'Agents, Impasse des Pierres  
et pour lesquels la S.N.C.F. était préoccupée  
des démarches à faire auprès du M. R. U.

Les recherches faites <sup>par les</sup> ~~auprès des~~ Services  
que vous indiquez, aussi bien <sup>que par la</sup> ~~en~~ 1<sup>er</sup> Arrondissement de l'Exploitation, qui  
suivent la location consentie à M. Mats, sont  
demeurées sans résultat et, de son côté, la  
Section des dommages de Guerre, à laquelle ces  
pièces auraient été certainement transmises,  
n'a pas davantage été saisie.

Je vous serais très obligé, dans ces  
conditions, de vouloir bien me faire connaître,  
à l'aide des documents sans doute encore en  
votre possession ou, selon vos souvenirs,  
l'adresse à laquelle cette remise a été effectuée.

Peut-être pourriez-vous même, à défaut  
de précisions à cet égard, me faire parvenir  
un double du dossier qui, probablement, a été  
dressé en plusieurs exemplaires.

Nous pourrions, de cette façon, joindre

parti, en ce qui concerne le règlement, à  
M. Mats, de la somme de 68.320 francs  
par lui réclamée et que nous supposons  
exacte.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de  
ma considération très distinguée.

Copie, à M. le Chef du 1<sup>er</sup>  
Arrondissement V. B.

Comme suite à sa lettre du 13  
Mai dernier, à M. Roussel.

Pour le tenir au courant et en lui  
laissant le soin, s'il le juge utile, de faire  
une réponse d'attente, à M. Mats.

Paris, le

juin 1950.

V.B.N.V.E.D.

Creil.

Occupation Mats.

Copie à M. le Chef du 1<sup>er</sup> Arrondissement <sup>EB</sup>

Pour suite à sa lettre du 13 Mai 1948 à

M. Roussel et pour le tenir au courant.

En le priant de faire, s'il le juge utile,

une réponse d'attente à M. Mats.

Monsieur Regnaud.

Architecte.

79, Rue du Conseiller.

à Chantilly. (Oise).

Ainsi que vous le savez

M. Mats, Locataire d'un immeuble

sit à Creil, 8, Impasse des Pierres,

vous a demandé de lui rembourser la

somme de 68.320 francs réglés par

lui pour frais de remise en état

d'une partie de cet immeuble qui a

été endommagé par faits de guerre.

Nous sommes évidemment disposés

à examiner cette demande, bien que,

jusqu'à ce jour et contrairement à ce

que suppose M. Mats, aucun dossier

n'ait encore été déposé au M. R. U.,

mais d'abord, fait dépôt lui nous ne pouvions d'ailleurs

l'objet d'une justification habituelle et ce bien qu'en

raison de la guerre, il n'y ait eu une progression de

la dépense. Mais précédemment dans la cour.

de la Région. M. Mats et lui m'a été communiqué

par celui-ci, il résulterait qu'un tel

dossier aurait été établi et remis

par vos soins à l'un des Services

de la Région. (1<sup>er</sup> Arrondissement <sup>EB</sup>

votre lettre du 10 Mai 1948 ou Subdi.

votre V. B. - votre lettre du 12 Avril 1949).

Plus récemment dans la lettre

que vous avez adressée à M. le Chef du

Service à Creil, le 23 Mars dernier,

vous fournissez une fois de plus la

remise de dossier "au Service Comptable

il n'est utile  
d'ajouter  
une telle  
question  
aurait, du  
côté, fait  
d'abord, fait  
l'objet d'une  
justification  
habituelle et ce  
bien qu'en  
raison de la  
guerre, il n'y  
ait eu une  
progression de  
la dépense.  
Mais précédemment  
dans la cour.  
de la Région.  
M. Mats et lui  
m'a été communiqué  
par celui-ci, il  
résulterait qu'un  
tel dossier aurait  
été établi et remis  
par vos soins à  
l'un des Services  
de la Région. (1<sup>er</sup>  
Arrondissement <sup>EB</sup>  
votre lettre du  
10 Mai 1948 ou  
Subdi.  
votre V. B. -  
votre lettre du  
12 Avril 1949).

la  
copie de la  
lettre



Liberté S.N.C.F. de ce dossier qui comprenait  
les pièces suivantes:  
~~le~~ marché par entente directe entre la  
M. R. U. et la S.N.C.F. elle-ci et le M. R. U.

Devis descriptif, devis estimatif,  
facture des travaux s'élevant à 892.000  
francs, décompte général et définitif et  
réception définitive.

Vous ajoutez que le dossier était  
constitué comme les précédents qui  
avaient servi au remboursement des  
travaux ~~ou~~ logements effectués aux  
logements d'Agents, Imposés des Pierres et  
pour lesquels la S.N.C.F. s'était préoccupée  
des démarches à faire auprès du M. R. U.

Les recherches effectuées faites auprès  
des Services que vous nous indiquiez et  
sont demeurées sans résultat et, de son  
côté, la Direction des Domaines de l'Etat  
à laquelle ces pièces auraient été  
certainement transmises n'a pas  
davantage été saisie.

Je vous suis très obligé, dans ces  
conditions, de vouloir bien me faire  
connaître, à l'aide des documents sans  
doute encore en votre possession ou selon  
vos souvenirs, l'adresse à laquelle cette  
garnie a été effectuée.

Par ailleurs et pour le cas probable  
où vos nouvelles investigations  
s'avèreraient infructueuses, pour être  
pourtant, vous me faire parvenir une  
double du dossier qui a été probablement  
établi en plusieurs exemplaires

+ tout le  
contenu  
du dossier  
s'avantage  
connaissance

+ et  
aussi bien  
en 1944  
au 1er  
Arrondissement  
d'Exploitation  
des Domaines  
de l'Etat  
qui possèdent  
le dossier  
à la location  
consentie  
au M. R. U.

Mais <sup>par ailleurs, vu le présent</sup> ~~répondant à~~ à envisager  
Cependant, ~~Par ailleurs~~ et pour le cas probable  
où de nouvelles investigations s'avè-  
reraient infructueuses, faut-il, pourriez-  
vous <sup>vous</sup> ~~par~~ défaut de précisions, <sup>à cet égard,</sup> ~~vous~~ faire  
parvenir un double du dossier, lui ~~vous~~  
probablement a été dressé en plusieurs  
exemplaires et ~~les~~ ~~vous~~ ~~envoyé~~ par les  
suite à ~~avaliser~~, en tant ~~qu'il~~ ~~agréé~~ par  
le M. R. U. et ~~admis~~ <sup>tout au moins</sup> par la Région.

Nous pourrions, <sup>de cette façon,</sup>  
prendre parti sur le règlement, à M.  
Mati, de la somme de 68.320 francs  
par lui réclamée et ~~les~~ ~~vous~~ supposons  
exacte.

Veuillez agréer, M. —

+ 20.000 frs  
étant suppr.  
référé  
500.000 frs

Dossier lui a probablement été établi en  
plusieurs exemplaires et <sup>+ subscrit nous</sup>  
avons, ~~à l'existence~~ par la suite ~~et~~ envoi au  
le dépôt par votre intermédiaire, puis  
vous avez été agréé par le M. R. U. et  
admis par la Région en tant qu'architecte.  
~~D'après les cases indications en un~~  
~~posséder, les répts demandés se sont~~  
~~élus à~~

Je ~~ferai ensuite~~  
le nécessaire sera ~~ensuite fait~~  
nous pourrions de cette façon ~~prendre~~  
Je ~~ferai, ensuite, faire le nécessaire~~  
partir ~~pour~~ le règlement à M. Mats, de la somme  
de 68.320 francs par lui réclamée et  
en nous supposons exacte.

Les ~~douanes~~ sont ~~supérieures~~ à 800.000 francs.  
Les ~~douanes~~ ont  
par la suite à  
évaluer.

Par ailleurs peut être vous serait-il  
également possible, <sup>+ également</sup>, de ~~un~~ <sup>un</sup> ~~faire passer~~ un  
+ ~~dépôt~~ <sup>à</sup> ~~précisions~~ double du dossier, car vous avez probablement  
établi en plusieurs exemplaires et les ~~les~~  
~~douanes~~ ~~étant~~ ~~supérieures~~ ~~à~~ ~~800.000~~ ~~francs~~  
vous avez par la suite à évaluer,  
puis, vous avez été agréé par le M. R. U.  
et la <sup>administration</sup> Région, ~~en tant que~~.

Nous pourrions ainsi prendre  
sur le règlement, à M. Mats, de la somme  
de 68.320 francs par lui réclamée et en  
nous supposons exacte.



Monsieur,

Monsieur Mats, locataire d'un  
immeuble, la Société ~~est~~ sis à Creil, P.  
Impasse des Pierres, nous a demandé de lui  
rembourser la somme de 68.320 francs  
~~pour lui régler par lui pour frais de~~  
remise en état ~~de~~ d'une partie de ~~de~~ l'immeuble  
entouré par frite de juene.

En vue de ce remboursement, j'ai  
Nous sommes évidemment disposés  
à examiner cette demande de M. Mats, bien  
que jusqu'à ce jour aucun dossier n'ait  
encore été déposé au M. R. U., dépôt que nous

Mais précisément, je remarque  
à ce sujet

les pensions d'ailleurs effectuées, en l'absence  
des pièces constitutives habituelles.

Mais précisément, dans la correspon-  
dances que vous avez échangée avec M. Mats,  
j'ai et ~~transmis~~ <sup>transmis</sup> ~~un~~ <sup>un</sup> a été communiqué par celui-  
ci, ~~un tel dossier~~ <sup>un tel dossier</sup> ~~si~~ <sup>si</sup> il résulterait  
qu'un tel dossier aurait été établi par  
vos soins et transmis <sup>par vos soins</sup> ~~par vos soins~~ à l'un des Services  
de la Région - (1<sup>er</sup> Arrondissement V. B. <sup>de</sup> ~~de~~ l'Etat  
Du 10 Mai 1948. au Service de la Comptabilité -  
V. B. votre lettre du 12 Avril 1949.)

Les recherches faites ~~auparavant~~ <sup>auparavant</sup> de ces  
derniers n'ont donné aucun résultat  
et, de son côté, la Section du D. G. ~~au~~ <sup>au</sup> à  
laquelle ces pièces auraient été ~~certains~~ <sup>certains</sup>  
ment ~~transmis~~ <sup>transmis</sup> n'a pas été davantage été saisie.

Je vous serais très obligé dans ces  
conditions de vouloir bien me faire savoir, <sup>connaître</sup> ~~connaître~~  
à l'avenir ~~des documents~~ <sup>des documents</sup> ~~encore~~ <sup>encore</sup> en votre possession  
ou ~~selon vos souvenirs~~ <sup>selon vos souvenirs</sup> ~~la date et l'adresse de~~ <sup>la date et l'adresse de</sup> ~~ce~~ <sup>ce</sup> remise  
a été effectuée.

A défaut, <sup>par ailleurs</sup> ~~par ailleurs~~ peut-être pourriez-vous  
me faire parvenir un ~~simple~~ <sup>simple</sup> double de

+ par suite  
de 20 jours  
capacité pour  
faire 24 jours

Rappelé remis  
1<sup>er</sup> Arr.  
P 92.000<sup>00</sup>

+ certainement  
à ce lieu  
qu'il y a M.  
Mats.

+ sans doute  
+ possibilité  
à celle

et nous  
incombait.

Aucun. si obligé  
M. Mats sans  
Gard, il s'agit  
de D. G.

2 questions  
posées.

Rembourse-  
ment si indemnité

Etablissement  
de dossier par  
M. Regnault.

Instructions.  
sur ce point ?  
(sa lettre à M. Mats)

Voie si par sans doute  
autres dossier non

Impasse de  
Pierres.

même sans dépôt de  
dossier

Si vous estimez que les dépenses  
effectuées par M. Mats sont normales, et devraient  
être effectuées d'accord pour rembourse-  
ment, mais remises de factures originales.

Avant

Précisons sur l'affirmation  
de M. Regnault sur dépôt et  
règlement des factures par le M. R. U.  
affirmation de M. Mats - sur  
remboursement par les Délégations  
Départementales. &

à demander à la Comptabilité.

à titre de confirmation sans  
doute inutile.

Mais

le point principal est de savoir où  
sont ces factures

sur Annuité

At. R. U. selon M. Regnault -  
mais comment.

Consulter M. Regnault.

Aurait le même.

Voir lettre de M. Pierson à  
M. Mats du 31 juillet 1945.

Aucun dossier de dossier  
de dossier n'a été déposé par les  
délégations, l'un est changé

et par délégation à l'Etat  
de dossier D. G. par M. Regnault  
& mais M. Mats ?

Renvoie nos propres dossiers.

—  
Je me souviens toutefois  
parfaitement qu'on fait une  
démarche au 1<sup>er</sup> Arrondissement  
(pour être cependant exploités)  
où cette dépense de 842.000 +  
précisément m'avait été  
signalée.

Et demain.  
C'est fini d'après mes  
souvenirs m'avait aiguillé là.

8. 4. 50.



Minute.

2 Copies pour M. Doria. Paris, le  
(M. Mannier).

2 Copies de lettres du Service d'Etudes Ex.  
de M. Mats.

V. B. N.  
V. T. D.

Creil.

Location Mats.

2 Annexes.

Monsieur Guerber.

Chef du 1<sup>er</sup> Arrondissement V. B.  
à Paris.

La Subdivision des Etudes Générales  
V. B. me transmet une lettre qui lui  
a été adressée par la Division des  
Etudes Ex., relativement à l'autorisa-  
tion, accordée à M. Mats, d'occuper  
l'ancienne usine Sulpice, installée  
dans les emprises de la Gare de  
Creil et sinistrée au cours des  
hostilités.

A cette lettre était jointe copie  
de celle que, de son côté, M. Mats  
a fait parvenir à la Division des  
Etudes Ex.

Vous trouverez, sous ce pli, copie  
de la correspondance ainsi échangée.

Ainsi que vous le verrez, M.  
Mats, en posant une question qui ne  
peut lui nous échapper, en ce qui  
concerne la reprise de la perception  
des loyers à son taux normal, nous  
signale le mauvais état de la  
clôture extérieure de l'immeuble, ce  
qui aurait facilité plusieurs  
cambriolages dans les lieux qui  
lui sont loués.

Je ne puis que vous laisser le  
soin de donner, à la réclamation de  
M. Mats, la suite que vous jugerez  
convenable, en vous priant, toutefois,

de me tenir au courant.

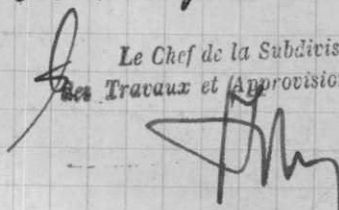
Il est, en effet, possible que malgré la situation des locaux loués, dans les emprises du Chemin de Fer, un dossier de dommages de guerre soit susceptible d'être déposé, dans l'avenir.

Une telle possibilité découle, d'ailleurs, d'une lettre, en date du 26 Mars 1947, de M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, à M. le Directeur Général et de laquelle il ressort que, "seuls les bâtiments, matériels et installations, servant à l'exploitation du Service public du Chemin de Fer, ne peuvent ouvrir droit au concours financier de l'Etat, mais qu'au contraire, les différents <sup>autres</sup> biens de la S.N.C.F., seront reconstitués dans les conditions prévues par la loi du 28 Octobre 1946, sur les Dommages de guerre".

Cependant, dans l'état actuel de la question, qui a donné naissance à une controverse, non encore solutionnée, entre les Services du M. R. U. et le Ministère des Travaux Publics et des Transports, précisément au point de vue de l'applicabilité de la loi, sus-visée, au Domaine Public du Chemin de Fer, il convient d'attendre, pour la constitution d'un dossier de dommages, l'accord qui ne peut manquer d'intervenir, plus ou moins prochainement, sur le point de principe ainsi soulevé.

Je ne manquerai pas, d'ailleurs, de mon côté, de vous faire part de la décision qui sera prise à cet égard.

Le Chef de la Subdivision  
des Travaux et Approvisionnements



*Creil*  
*O. D. P.*  
*Location de l'ancienne*  
*Usine Sulpice*  
*M. Mats.*

EV. 665

S.N.C.F. - VB - Nord	
Service Régional	
25 SEPT 1944	
L	Pièce
4333	51

**22 SEPT. 1944**

COTE pour Monsieur le Chef de la Division de l'entretien - En ce qui concerne les bâtiments de l'usine, que M. MATS continuerait, en tout état de cause, à exploiter, l'intéressé accepterait de procéder lui-même au déblaiement des décombres moyennant rémunération égale au versement dû au propriétaire de l'immeuble sinistré (en l'espèce la SNCF). Cette rémunération versée par l'Etat (Ponts et Chaussées) à la SNCF serait ainsi ristournée à M. MATS par celle-ci. Pouvons-nous donner accord de principe sur ce point ? Dans l'affirmative, quelle serait le montant approximatif de la ditte - rémunération ?

Monsieur le Chef de l'Arrondissement de l'Exploitation de PARIS-NORD,

-M. PIERSON  
 -Minute.

EX. Ne. 33B  
 49.817

CREIL  
 E.P. de M. MATS

VOIE-BATIMENTS  
 23 SEP 1944  
 SECRETARIAT

*M. Vigui*  
*M. Prunty*  
*21.9*

M. Lucien MATS, locataire de l'ancienne usine Sulpice à CREIL, desservie par un embranchement (ha-chures roses et quadrillé bleu du plan ci-joint à ne retourner) demande à étendre son occupation jusqu'à nos limites d'emprises.

Sur les parcelles supplémentaires dont la location est envisagée se trouvent d'une part des logements d'agents en partie endommagés, et des jardins, d'autre part, un local occupé précédemment par le Service des P.T.T., et actuellement évacué.

Je vous demanderai de me faire savoir, d'accord avec vos collègues M.T. et V.B., si nous devons bien envisager la réutilisation, après reconstruction des logements et si, par contre, les P.T.T. n'ont plus l'intention d'occuper leur local.

L'Ingénieur en Chef  
 Chef de la Division des Etudes EX.,

**Signé : CENDRE**

*M. Paulin*  
*26/9*  
*M. Dard*



11/10

Transmis à Monsieur Leducq  
(Dommages de Guerre)

Creil

E.P. de M. Mats que l'affaire concerne.

Je rappelle à toutes fins utiles que  
cet immeuble avait déjà subi des  
dommages en 1940 et que par  
annotation en marge d'une lettre du  
5 juin 1941, de M. Pierson à M. Mats,  
le Domaine avait été invité à traiter  
au mieux des intérêts de la S.N.C.F., la  
question de remettre en état du dit  
immeuble.

11 octobre 1944

Le Chef de la Subdivision  
des Etudes Générales

*Leducq*

Clam  
6/7/44 - 20

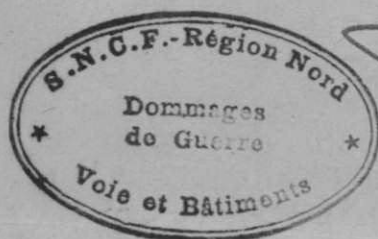
ASSER

CHAMBRE

VB/N vtD

Creil

Location Mats



PARIS, le 11 MAI 1948

Monsieur le Chef du 1er Arrondissement VB  
à PARIS

La Subdivision des Etudes Générales V.B. me transmet une lettre qui lui a été adressée par la Division des Etudes Ex., relativement à l'autorisation accordée à M. Mats, d'occuper l'ancienne usine Sulpice, installée dans les emprises de la Gare de Creil et sinistrée au cours des hostilités.

A cette lettre était jointe copie de celle que, de son côté, M. Mats a fait parvenir à la Division des Etudes Ex.

Vous trouverez sous ce pli, copie de la correspondance ainsi échangée.

Ainsi que vous le verrez, M. Mats, en posant une question qui ne peut que nous échapper, en ce qui concerne la reprise de la perception du loyer à son taux normal, nous signale le mauvais état de la clôture extérieure de l'immeuble, ce qui aurait facilité plusieurs cambriolages dans les lieux qui lui sont loués.

- 2 -

Je ne puis que vous laisser le soin de donner à la réclamation de M. Mats la suite que vous jugerez convenable, en vous priant, toutefois, de me tenir au courant.

Il est, en effet, possible que malgré la situation des locaux loués dans les emprises du Chemin de fer, un dossier de dommages de guerre soit susceptible d'être déposé, dans l'avenir.

Une telle possibilité découle, d'ailleurs, d'une lettre en date du 26 mars 1947, de M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, à M. le Directeur Général et de laquelle il ressort que, "seuls les bâtiments, matériels et installations servant à l'exploitation du service public du Chemin de Fer, ne peuvent ouvrir droit au concours financier de l'Etat, mais qu'au contraire, les différents autres biens de la S.N.C.F. seront reconstitués dans les conditions prévues par la loi du 28 octobre 1946, sur les dommages de guerre".

Cependant, dans l'état actuel de la question, qui a donné naissance à une controverse non encore solutionnée, entre les Services du M.R.U. et le Ministère des Travaux Publics et des Transports, précisément au point de vue de l'applicabilité de la

.....

loi susvisée au domaine public du Chemin de Fer, il convient d'attendre, pour la constitution d'un dossier de dommages, l'accord qui ne peut manquer d'intervenir plus ou moins prochainement, sur le point de principe ainsi soulevé.

Je ne manquerai pas, d'ailleurs, de mon côté, de vous faire part de la décision qui sera prise à cet égard.

*Le Chef de la Subdivision  
des Travaux et Approvisionnements*



Paris, le

1 copie pour D.G.

V.B.N. V.E.D.

Creil.

Monsieur Roussel,  
Chef de la Subdivision de la Comptabilité V.B.  
à Paris.

Location Mats.

L'immeuble sis à Creil, 8, Impasse des  
Pierres, (ancienne usine Sulpice) - loué à la  
Société des Etablissements Mats, a été  
endommagé par faits de guerre.

Des diverses pièces qui m'ont été  
transmises par le 1<sup>er</sup> Arrondissement V.B.,  
il apparaît qu'une partie, tout au moins,  
des travaux nécessaires pour la remise en  
état des lieux, ont été exécutés par M.  
Mats, pour un montant de 68.380 francs  
ayant fait l'objet des factures suivantes,  
dont copie m'a été remise.

Entreprise Sylvestre, à Mouy - pour  
serrurerie. (facture du 10 Mars 1947). 38.050.

Entreprise Lalouette, à Nogent-sur-  
Oise - Chauffage Central. (facture de  
Février 1947). 27.742.

Entreprise Legendre, à Creil -  
réinstallation de l'éclairage électrique  
dans les bureaux. (facture du 17  
Mars 1948). 8.528.

M. Mats nous demande, aujourd'hui, le  
remboursement de ces dépenses et, des éléments  
évidemment difficilement contrôlables du  
dossier en ma possession, il découlerait que  
la Région aurait été, elle-même, régie de  
cette somme par le M. R. U. sur présentation  
à cet organisme, par M. Regnault, Architecte  
à Chantilly, des factures sus-visées.

M. Regnault a été admis par la  
Région au titre d'architecte privé et est,  
aussi, agréé par le M. R. U.

Afin de me permettre de faire examiner  
utilement la question, je vous demanderais

4.4/1  
D:101

de me faire savoir si, les sommes ci-dessus, nous ont bien été effectivement versées.

J'ajoute qu'aucun dossier n'a été, jusqu'à présent ~~et~~ (par la Section des Domages de Guerre, ~~transmis~~, remis) à la Délégation Départementale de l'Oise, appelée à en connaître.

Je ne possède encore, ~~strictement~~, aucun document certain pour ce faire et, d'ailleurs, un tel dépôt ne pourra être éventuellement envisagé qu'après la mise au point qu'impose la réclamation de M. Mats.

Par ailleurs, il est à remarquer que M. Mats avait été autorisé par la Région, mais à ses risques et périls, à prendre toutes mesures conservatoires utiles pour la protection de son matériel et le fonctionnement de son commerce, ~~après les dégâts constatés~~, sans obligation, pour nous, de lui rembourser le montant des travaux qu'il pourrait être amené à faire effectuer, à ce titre.

Mais, il est évident que si la S.N.C.F. a, comme le suppose M. Mats ~~après avoir obtenu~~ ~~à ses frais et places~~ obtenu le règlement du coût de la remise en état par lui effectuée, une telle question semblerait devoir faire l'objet d'un nouvel examen et d'une décision définitive, car le principe de nos interventions, que nous opposons à l'épave, était surtout, semble-t-il, basé sur l'incertitude dans laquelle nous nous trouvions alors, de voir les Chemins de fer d'intérêt général, admis ou écartés de la législation en matière de dommages de guerre.

Or, il n'en est plus exactement de même, actuellement.

Vicaire de M. Erthia

M. Leclercq

*[Signature]*

Paris, le 14. 1. 50.

VB.N.vt D

CREIL

Location  
MATSMonsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité V.B.,

L'immeuble sis à Creil, 8, Impasse des Pierres (ancienne usine Sulpice), loué à la Société des Etablissements Mats, a été endommagé par faits de guerre.

Des diverses pièces qui m'ont été transmises par le 1<sup>er</sup> Arrondissement V.B., il apparaît qu'une partie, tout au moins, des travaux nécessaires pour la remise en état des lieux ont été exécutés par M. Mats pour un montant de 68 320 Frs ayant fait l'objet des factures suivantes dont copie m'a été remise :

Entreprise SYLVESTRE, à MOUY, pour serrurerie (facture du 10 mars 1947) .....	38 050 <sup>f</sup>
Entreprise LALOUETTE, à NOGENT-sur-OISE, chauffage central (facture de février 1947) .....	21 742 <sup>f</sup>
Entreprise LEGENDRE, à CREIL, réinstallation de l'éclairage électrique dans les bureaux (facture du 17 mars 1948) ....	8 528 <sup>f</sup>

M. Mats nous demande aujourd'hui le remboursement de ces dépenses et, des éléments évidemment difficilement contrôlables du dossier en ma possession, il découlerait que la Région aurait été, elle-même, réglée de cette somme par le M.R.U sur présentation à cet organisme, par M. Regnault, Architecte à Chantilly, des factures susvisées.

M. Regnault a été admis par la Région au titre d'architecte privé et est aussi agréé par le M.R.U.

Afin de me permettre de faire examiner utilement la question, je vous demanderai de me faire savoir si les sommes ci-dessus nous ont bien été effectivement versées.

J'ajoute qu'aucun dossier n'a été, jusqu'à présent, remis par la Section des Dommages de Guerre à la délégation départementale de l'Oise, appelée à en connaître.

Je ne possède encore aucun document certain pour ce faire et, d'ailleurs, un tel dépôt ne pourra être éventuellement envisagé qu'après la mise au point qu'impose la réclamation de M. Mats.

Par ailleurs, il est à remarquer que M. Mats avait été autorisé par la



Région, mais à ses risques et périls, à prendre toutes mesures conservatoires utiles pour la protection de son matériel et le fonctionnement de son commerce, sans obligation pour nous de lui rembourser le montant des travaux qu'il pouvait être amené à faire effectuer à ce titre.

Mais, il est évident que si la S.N.C.F. a, comme le suppose M. Mats, obtenu le règlement du coût de la remise en état par lui effectuée, une telle question semblerait devoir faire l'objet d'un nouvel examen et d'une décision définitive, car le principe de non-intervention que nous opposons à l'époque était surtout, semble-t-il, basé sur l'incertitude dans laquelle nous nous trouvions, alors, de voir les chemins de fer d'intérêt général admis ou écartés de la législation en matière de dommages de guerre.

Or, il n'en est plus exactement de même actuellement.

961 Voie et Bâtiments  
1<sup>er</sup> ARRONDISSEMENT  
VB.N.\_va.1

Annexe

Va/MD

CREIL  
Impasse des Pierres

Ancienne usine Sul-  
pice louée à M.MATS

Remise en état des locaux  
endommagés par faits de  
guerre.

PARIS, le 6 Novembre 1940

7 NOV 1940	
ZS	Place
5650	44

Son No. Creil  
S.D. No. 0<sup>me</sup> du 1<sup>er</sup> Publi  
Location d'ass  
Ancienne usine  
Sulpice - M. Mats

Monsieur le Chef  
de la Division de l'Entretien  
PARIS

1 plan  
en communication  
-----

L'ancienne Usine Sulpice, louée à M. MATS,  
Impasse des Pierres, à CREIL, a été endommagée au  
cours des bombardements de Juin dernier (voir rapport  
V 1647 du 10/8 et constat du 31/8).

Le grand hall à matériaux a eu sa toiture  
traversée par un obus, toute sa vitrerie brisée  
(250 m<sup>2</sup>), 2 appentis servant de garage et de magasin,  
détruits presque entièrement et 2 piliers en B.A.  
endommagés.

M.MATS, locataire, accepterait qu'on ne re-  
construise pas les 2 appentis démolis, mais à condi-  
tion que sa location subisse une diminution corres-  
pondante; il serait, en outre, d'accord pour réduire  
les frais d'entretien et de remplacement de 250 m<sup>2</sup>  
de vitres, dans ce hall, de supprimer quelques parties  
vitrées et de les remplacer par des cloisons en bri-  
ques de 0,11 (96 m<sup>2</sup> environ).

Je vous demanderais donc, étant donné que nous  
sommes encore incertains sur le remboursement des dom-  
mages de guerre, s'il faut réparer et reconstruire  
dans le cadre des constitutions anciennes, ou s'il  
faut envisager des réductions ou des démolitions pos-  
sibles, dans un but d'économie.

SOE CENTRAL

-7. NOV 1940

VOIE

M. Vigne  
M. Lollonville  
M. Cartelin  
M. Lelone  
M. Messinaccher

2

11/11

M. Cartelin

11/11

Pas d'objection au  
point de vue technique

l'Ingénieur de la Voie,

Transmis à  
M. Messinaccher

11/11/40 Alard

l'ingénieur

T.S.V.P

13 NOV. 1940

le 13 janvier 1941.

Monsieur DEMAUX.

Eu égard aux conditions encore imprécises dans lesquelles seront réglés les dommages de guerre pour les immeubles du chemin de fer non affectés, il n'est pas opportun pour la S.N.C.F. de procéder à ses frais aux réparations et remise en état des locaux dont M. MATS est locataire.

Au surplus, aux termes du bail toutes les réparations, quelle qu'en soit la cause sont à la charge de M. MATS.

Toutefois, étant donné le caractère exceptionnel de celles qui font l'objet de la note de M. GUERBER, une réduction de loyer pourrait être envisagée.

Le bail actuel est un bail à l'année se continuant par tacite reconduction.

Un nouveau bail tenant compte des travaux mis à la charge de M. MATS pourrait être négocié.

Pour vous permettre de saisir le Service de l'Exploitation, si vous êtes de cet avis, M. GUERBER devrait vous indiquer le montant approximatif des travaux à exécuter par M. MATS dans les diverses solutions envisagées pour la remise en état des lieux.

Le Chef de la Subdivision  
des Expropriations et du Domaine,

Monsieur Guerber

Prépare m'adresser A.

VB.N.va.1

LS 5640/44

LE CENTRAL

- 5. FEV 1941

M. Mispentacke

- 5 FEV 1941

Paris, le 14 Février 1941.

Monsieur Merck,

La dépense à engager pour la remise en état de ces locaux s'élèverait à 41.000<sup>+</sup> environ.

Cette somme comprend la démolition des 2 appartements sans leur reconstruction.

L'Ingénieur de la Voie.

1 plan en communication

529

le 28/11/42  
en retard au classement  
529  
par ordre.

Le Chef du Domaine

Propriétés

RÉGION NORD

DOMAINE

EXPROPRIATIONS

1. 184  
14/1  
216

1/2

humbert



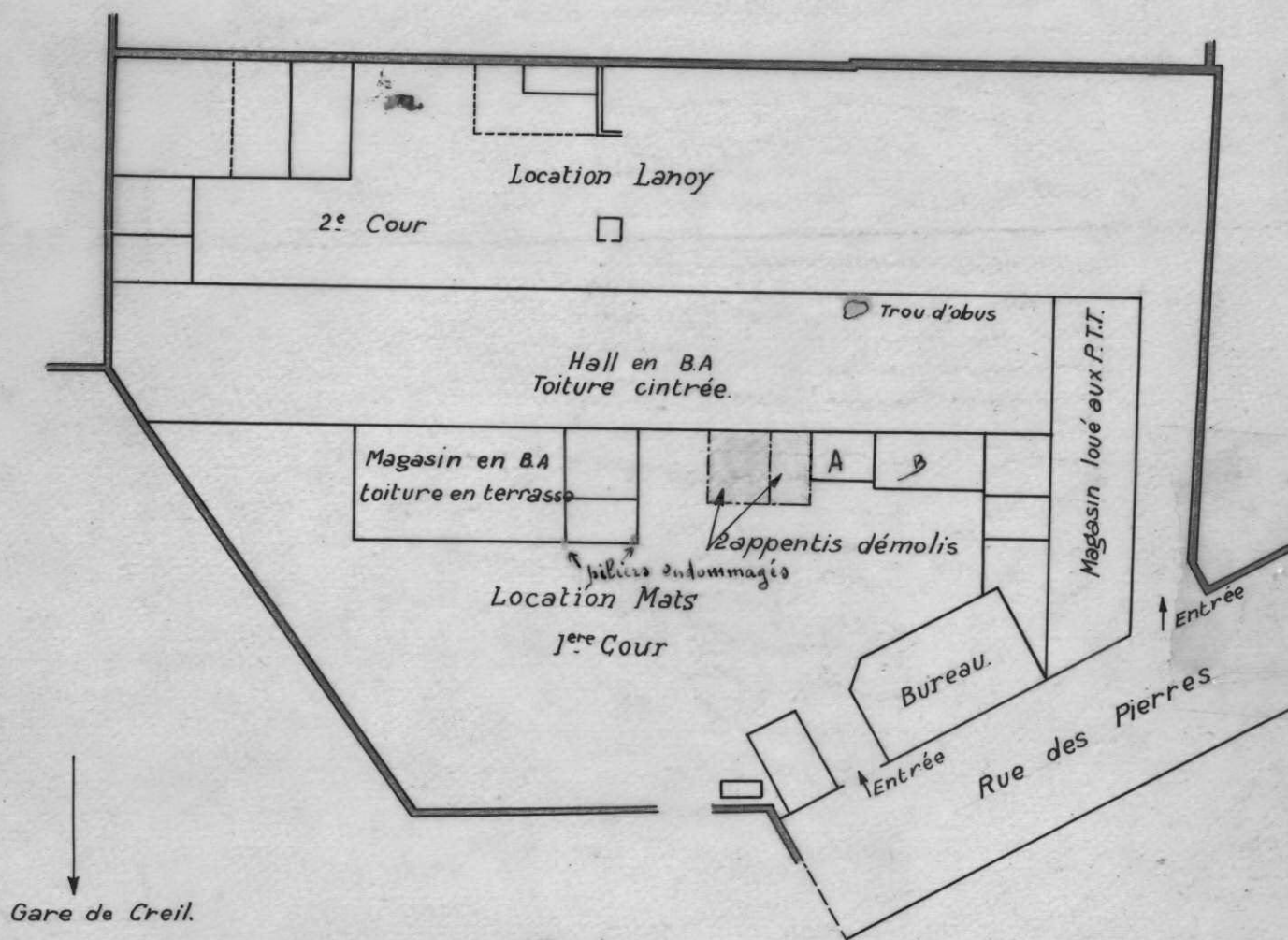
ANNEXE  
— . Gare de Creil . —

Immeuble , Rue des Pierres

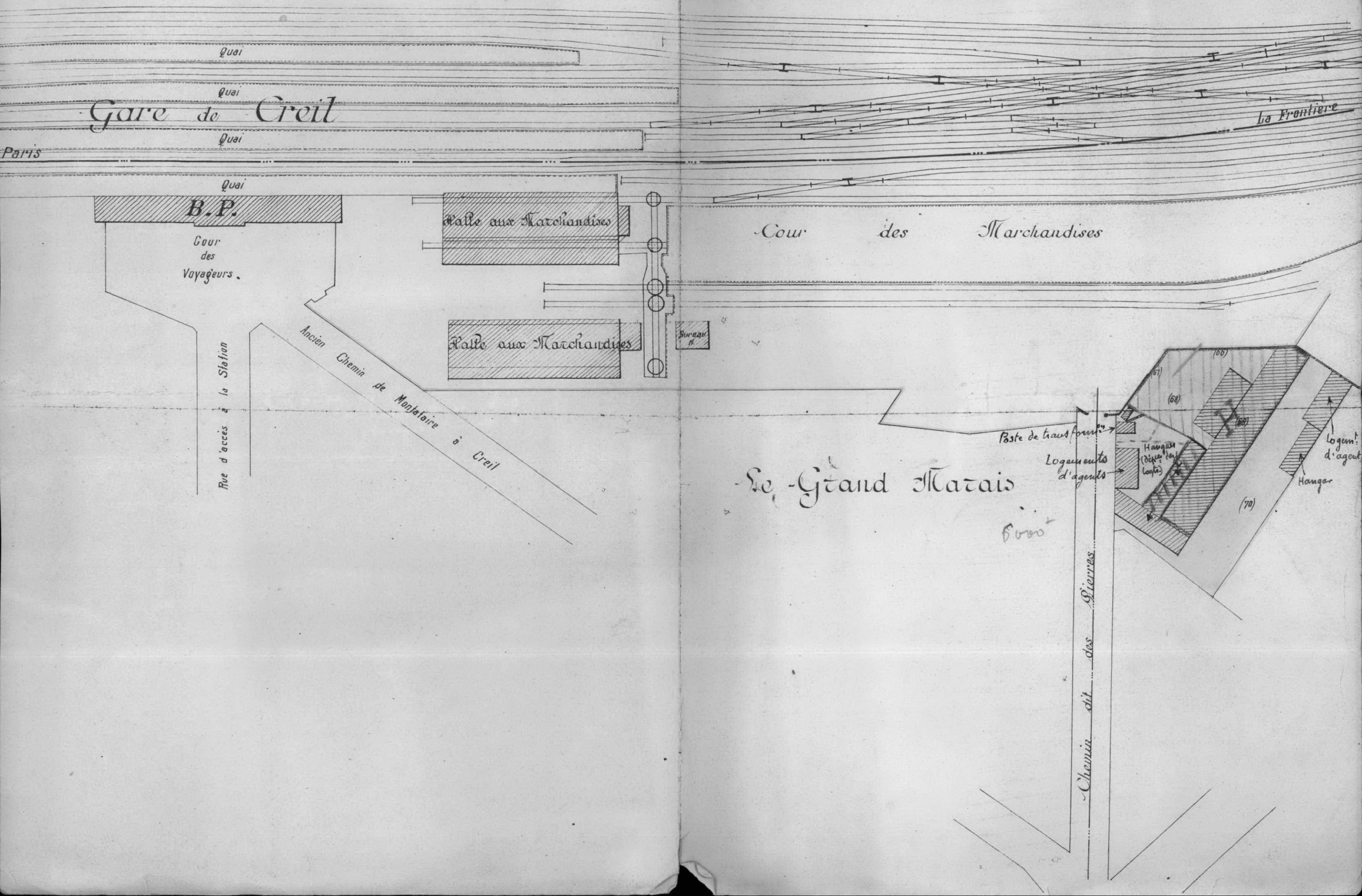
— . PLAN D'ENSEMBLE . —

ECHELLE de 0<sup>m</sup>002 P.M.

S.N.C.F. - VR - Nord	
Serv. [ ]	
31/12/40	
Rep. [ ]	[ ]
N° 1880	AH



Annexe à la lettre  
de Mr. Guichet à Mr. Demann  
du 6/11/40





ANNEXE

2A

Il est joint à la note de  
M. Martin-Neuville à  
M. Daluiz, du 22/1/30

NORD-TRAVAUX	
Service Central	
31-12-1929	
N° 25	Pièce
3495	1



Si un dossier existe, il  
doit se trouver à  
l'Annuaire.

Mats.

La lettre du 4 Mars  
1946 - (voir copie adressée au  
Domaine) - a été dictée par M.  
Petit - Rien aux Archives -

H. L. 48  
*[Signature]*

Subor ou T. A.

Paris, le 4 Mars 1946.

V. B. N. / V. C.

Bâtiment loué  
à M. Mats, endos-  
sagé par fait de  
juine.

Monsieur Guerber.

Suite à votre note du 7 Février.  
Le M. R. U. n'a pas été appelé,  
jusqu'ici, à entreprendre des travaux de  
reconstruction, de réparation de  
bâtimens appartenant à la S. N. C. F.  
et on ne peut faire exception à cette  
règle pour le cas signalé.

Ces travaux seront exécutés par  
la S. N. C. F. aussitôt que les  
disponibilités de matériaux lui  
permettront, compte tenu de ce que  
les installations de Service et les

logements d'Agents doivent avoir  
la priorité.

/ Le Chef de la Subdivision  
des Travaux et Approvisionnement

Signé : Péline.

Copie à M. Veillet.

6 Mars 1966.

---



VB/N vt

PARIS, le 4 Mars 1946.

Bâtiment loué  
à M. Mats,  
endommagé par  
faits de guerre

Monsieur GUERBER,

Suite à votre note du 7 février.

Le M.R.U. n'a pas été appelé,  
jusqu'ici, à entreprendre des travaux de  
reconstruction, de réparation de bâtiments  
appartenant à la S.N.C.F. et on ne peut  
faire exception à cette règle pour le cas  
signalé.

Ces travaux seront exécutés par la  
S.N.C.F. aussitôt que les disponibilités  
de matériaux le permettront, compte tenu  
de ce que les installations de service et  
les logements d'Agents doivent avoir la  
priorité.

/ Le Chef de la Subdivision  
des Travaux et Approvisionnements

*Signé: Pétillon*

*Cette note sera adressée  
à M. Mats  
Parvenir à M. Mats  
le 9 Mars 46*

Copie à Monsieur VEILLET.

MG

VB/N vt

MINUTE

PARIS, le

H. 4-5-48  
*[Signature]*

Bâtiment loué  
à M. Mats,  
endommagé par  
faits de guerre

Monsieur GUERBER,

Suite à votre note du 7 février.

Le M.R.U. n'a pas été appelé,  
jusqu'ici, à entreprendre des travaux de  
reconstruction, de réparation de bâtiments  
appartenant à la S.N.C.F. et on ne peut  
faire exception à cette règle pour le cas  
signalé.

Ces travaux seront exécutés par la  
S.N.C.F. aussitôt que les disponibilités  
de matériaux le permettront, compte tenu  
de ce que les installations de service et  
les logements d'Agents doivent avoir la  
priorité.

*/ Le Chef de la Subdivision  
des Travaux et Approvisionnement*

Copie à Monsieur VEILLET.

MG

PARIS, le

VB/N vt

-----  
Bâtiment loué  
à M. Mats,  
endommagé par  
faits de guerre  
-----

Monsieur GUERBER,

Suite à votre note du 7 février.

Le M.R.U. n'a pas été appelé, jusqu'ici, à entreprendre des travaux de reconstruction, de réparation de bâtiments appartenant à la S.N.C.F. et on ne peut faire exception à cette règle pour le cas signalé.

Ces travaux seront exécutés par la S.N.C.F. aussitôt que les disponibilités de matériaux le permettront, compte tenu de ce que les installations de service et les logements d'Agents doivent avoir la priorité.

/ Le Chef de la Subdivision  
des Travaux et Approvisionnements



COPIE

EX.No g3B n° 49.817

Objet: CREILOccupation par M. MATS  
- - - - -

PARIS, le 9 avril 1948

Monsieur le Chef de la Division  
des Etudes V.B.

Suivant acte du 27 octobre 1934 et avenants des 17 juin 1936 et 30 mai 1938 nous avons autorisé M. MATS à occuper l'ancienne usine Sulpice installée dans les emprises de la gare de Creil.

Or, cette usine a été sinistrée durant la guerre et M. MATS, à qui nous venons de réclamer le loyer intégral prévu à son traité après lui avoir consenti une réduction de 75 % durant plusieurs années, pour tenir compte des dommages subis par les bâtiments mis à sa disposition, nous rappelle que la situation des dits bâtiments est inchangée ; aucune remise en état n'ayant été effectuée.

- 1 -

M. MATS nous signale notamment par lettre dont copie ci-jointe que par suite du mauvais état des dispositifs de clôture il a subi plusieurs cambriolages.

Je vous serais obligé de donner les instructions utiles pour que les travaux de remise en état soient entrepris dès que possible et de me renseigner sur la date approximative d'exécution.

/L'Ingénieur en Chef  
Chef de la Division des Etudes EX.,  
.....

21 avril 1948

VB.N. dg  
- - - - -

TRANSMIS à Monsieur ISTRIA  
(Dommages de guerre)

qui a traité jusqu'ici cette affaire d'accord avec la Section du Domaine.

Le Chef de la Subdivision  
des Etudes Générales

POINTIN.

COPIE

Etablissements L. MATS

21 bis rue de Chateaudun  
PARIS (9°)Chantier et magasin - 8 Impasse  
des Pierres à Creil (Oise)

NR: 57.723 LM/FB

CREIL, le 30 mars 1948

*Examiner  
l'ancien usin  
suffice au motif*  
Monsieur PIERSON  
Ingénieur en Chef des Etudes - Cie des Chemins  
de fer du Nord  
18, rue de Dunkerque - PARIS (10°)

Monsieur.

Vous m'avez fait parvenir par la gare de Creil une quittance de loyer de 10.650 f que j'ai payée comme d'habitude sans discussion, pour la période du 1.9.47 au 31.5.48.

Cette quittance semble présenter le loyer sans tenir compte de la position sinistrée de votre immeuble. Je dois vous signaler que beaucoup de travaux de cet immeuble n'ont pas été refaits.

Sans tenir compte du hall qui était sinistré en partie et pour lequel j'étais d'accord avec vous pour qu'il ne soit pas reconstruit tel qu'il était, mon chantier n'est que très mal clôturé et pour vous fixer à ce sujet, j'ai été cambriolé quatre fois dont la dernière, il y a deux semaines. Le mauvais état de la clôture extérieure, causé par les bombardements, permet d'entrer sans aucune difficulté dans mon établissement.

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir me fixer sur le loyer que vous m'avez demandé étant donné que j'ignore le taux auquel vous l'avez évalué.

En attente de vous lire, je vous présente, Monsieur, mes salutations empressées.

S. L. MATS

COPIE

COPIE

Etablissements L. MATS

CREIL, le 30 mars 1948

21, bis rue de Chateaudun  
PARIS (9<sup>e</sup>)

Chantier et magasin - 8 Impasse  
des Pierres à Creil (Oise)

NR: 57.723 LM/FB

Monsieur PIERSON  
Ingénieur en Chef des Etudes - Cie des Chemins  
de fer du Nord  
18, Rue de Dunkerque - PARIS (10<sup>e</sup>)

Monsieur,

Vous m'avez fait parvenir par la gare de Creil une quittance de loyer de 10.650 fr. que j'ai payée comme d'habitude sans discussion, pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 1947 au 31 mai 1948.

Cette quittance semble présenter le loyer sans tenir compte de la position sinistrée de votre immeuble. Je dois vous signaler que beaucoup de travaux de cet immeuble n'ont pas été refaits.

Sans tenir compte du hall qui était sinistré en partie et pour lequel j'étais d'accord avec vous pour qu'il ne soit pas reconstruit tel qu'il était, mon chantier n'est que très mal clôturé et pour vous fixer à ce sujet, j'ai été cambriolé quatre fois dont la dernière, il y a deux semaines. Le mauvais état de la clôture extérieure, causé par les bombardements, permet d'entrer sans aucune difficulté dans mon établissement.

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir me fixer sur le loyer que vous m'avez demandé étant donné que j'ignore le taux auquel vous l'avez évalué.

En attente de vous lire, je vous présente, Monsieur, mes salutations empressées

s. L. MATS



27. 4. 68.

Vu au 1<sup>er</sup> Amont V. B.

Travaux exécutés.

Depenses: 970.000?

Transmettre à M. Guerber.

T.V.I.

CREIL.

Alimentation en gaz  
de l'immeuble loué  
à M. Mats.

Paris le 26 Juin 1936.

NORD - TRAVAUX  
Service Central

29 JUN 1936

Rép.

Pièce

N° 9610

AL

*Crail*  
*0.2.9*  
*Société de l'Ancienne*  
*Alsine sulfure*  
*A. Mats*

*1. Annexe*

MONSIEUR L'INGENIEUR EN CHEF.

S.O.C.

27 JUN 1936

29

*4. Affaire*

S.O.C. 29 JUN 1936 16H

Je vous ai adressé le 16 Décembre 1935, une lettre du 11 Décembre de M. Mats nous avisant qu'il renonçait à l'installation du gaz dans l'immeuble qu'il loue à la Compagnie à Creil en raison de la dépense élevée à engager.

Par lettre ci-annexée du 23 Juin M. Mats nous avise qu'il est revenu sur sa décision, il s'est mis d'accord avec la Société du Gaz et les travaux sont actuellement en cours.

L'Ingénieur de la Voie.

*Meret*

*Monsieur l'Ingénieur en Chef*

*Par note*

*18-8-36*

*W7*

*JA*

*Clame*

*19-8-36*

*W7*

Sortie enreg.  
19/8

CLASSER